

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE NORMANDIE

Société coopérative à capital variable régie par le livre V du code monétaire et financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Siège social : 15, Esplanade Brillaud-de-Laujardière, 14050 Caen Cedex.
478 834 930 R.C.S. Caen.

A. — Comptes individuels au 31/12/2016.

Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole de Normandie
en date du 27 janvier 2017 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 17 mars 2017.

I. — Bilan au 31 décembre 2016.

(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Opérations interbancaires et assimilées		413 824	416 582
Caisse, banques centrales		86 390	95 553
Effets publics et valeurs assimilées	5	318 385	313 125
Créances sur les établissements de crédit	3	9 049	7 904
Opérations internes au Crédit Agricole	3	877 875	1 895 569
Opérations avec la clientèle	4	11 989 491	11 456 584
Opérations sur titres		734 281	778 244
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	385 909	425 337
Actions et autres titres à revenu variable	5	348 372	352 907
Valeurs immobilisées		1 302 779	794 939
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	1 177 240	660 947
Parts dans les entreprises liées	6-7	7 667	9 147
Immobilisations incorporelles	7	3 973	3 551
Immobilisations corporelles	7	113 899	121 294
Capital souscrit non verse			
Actions propres	8		
Comptes de régularisation et actifs divers		326 032	291 792
Autres actifs	9	232 607	211 886
Comptes de régularisation	9	93 425	79 906
Total actif		15 644 282	15 633 710

Passif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Opérations interbancaires et assimilées		1 576	817
Banques centrales		1	
Dettes envers les établissements de crédit	11	1 575	817
Opérations internes au Crédit Agricole	11	8 143 599	8 485 921
Comptes créditeurs de la clientèle	12	4 419 742	4 232 759
Dettes représentées par un titre	13	534 015	539 532
Comptes de régularisation et passifs divers		305 677	224 487
Autres passifs	14	116 026	85 187
Comptes de régularisation	14	189 651	139 300
Provisions et dettes subordonnées		225 201	225 961

Provisions	15-16-17	102 835	105 972
Dettes subordonnées	19	122 366	119 989
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	18	72 300	64 300
Capitaux propres hors FRBG	20	1 942 172	1 859 933
Capital souscrit		130 993	130 993
Primes d'émission		210 363	210 363
Réserves		1 510 300	1 429 832
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		90 516	88 745
Total passif		15 644 282	15 633 710

II. — Hors-bilan au 31 décembre 2016.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés hors-bilan		1 555 681	1 949 563
Engagements de financement	28	1 081 127	1 075 376
Engagements de garantie	28	473 331	873 092
Engagements sur titres	28	1 223	1 095
Engagements reçus hors-bilan		3 636 970	3 275 696
Engagements de financement	28	68 363	139 414
Engagements de garantie	28	3 567 384	3 135 187
Engagements sur titres	28	1 223	1 095

Notes concernant le Hors-bilan (autres informations) :

— Opérations de change au comptant et à terme : note 25

— Opérations sur instruments financiers à terme : note 26

III. — Compte de résultat au 31 décembre 2016.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et produits assimilés	33	405 938	459 672
Intérêts et charges assimilées	33	-204 268	-252 613
Revenus des titres à revenu variable	34	28 368	18 848
Commissions Produits	35	199 132	191 554
Commissions Charges	35	-31 170	-31 248
Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de négociation	36	-13 460	1 065
Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de placement et assimilés	37	2 814	314
Autres produits d'exploitation bancaire	38	9 338	1 751
Autres charges d'exploitation bancaire	38	-3 422	-3 329
Produit net bancaire		393 270	386 014
Charges générales d'exploitation	39	-228 605	-220 489
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles		-14 211	-12 676
Résultat brut d'exploitation		150 454	152 849
Coût du risque	40	-9 989	-16 537
Résultat d'exploitation		140 465	136 312
Résultat net sur actifs immobilisés	41	-1 134	2 535
Résultat courant avant impôt		139 331	138 847
Résultat exceptionnel	42	-439	-5 944
Impôts sur les bénéfices	43	-40 376	-44 158
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-8 000	
Résultat net de l'exercice		90 516	88 745

IV. — Annexes.

Note 1. — Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice.

1.1. Cadre juridique et financier. — Crédit Agricole de Normandie est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées au Crédit Agricole de Normandie, 100 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre. Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales, du fonds dédié Elstar et ceux de la société technique de titrisation.

Crédit Agricole de Normandie est agréé, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2016, Crédit Agricole de Normandie fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même 56,64 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée à la bourse de Paris depuis le 14 décembre 2001.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 43,26 %.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. détient 2 765 736 actions propres au 31 décembre 2016, soit 0,10 % de son capital, contre 4 027 798 actions propres au 31 décembre 2015.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

1.2. Mécanismes financiers internes au Crédit Agricole. — L'appartenance du Crédit Agricole de Normandie au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

Comptes ordinaires des Caisses régionales. — Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créateur, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires ».

Comptes d'épargne à régime spécial. — Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'Epargne Populaire, Livret de Développement Durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créateurs de la clientèle ».

Comptes et avances à terme. — Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires et certains comptes à terme, bons et assimilés, etc...) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances dites « avances-miroir » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 % puis 33 % et enfin, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont désormais la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroir) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1er janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1er janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales. — Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

Placement des excédents de fonds propres des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A. — Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous forme de placements de 3 à 10 ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

Opérations en devises. — Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A. — Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

Couverture des risques de liquidité et de solvabilité. — Le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD et règlement sur le mécanisme de résolution unique transposés en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit. Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, le Conseil de résolution unique, autorité de résolution européenne, a été

doté de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Le dispositif européen de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution, dans la mesure où, en tant qu'organe central et membre du réseau, il doit prendre toute mesure nécessaire pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque membre du Réseau comme de l'ensemble. Ainsi, chaque membre du Réseau (en ce compris Crédit Agricole S.A.) bénéficie de cette solidarité financière interne.

Par ailleurs, dans la conduite de son action en tant qu'autorité de résolution, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution doit respecter le principe fondamental selon lequel aucun créancier ne doit, en résolution, subir de pertes plus importantes que celles qu'il aurait subies si l'entité concernée avait été liquidée selon une procédure normale d'insolvabilité (principe dit du No Creditor Worse Off than on Liquidation – NCWOL – prévu à l'article L.613-57-1 du Code monétaire et financier et à l'article 73 de la directive BRRD). La nécessité de respecter ce principe conduit Crédit Agricole S.A. à considérer que l'existence de la garantie accordée en 1988 par les Caisses régionales au bénéfice des créanciers de Crédit Agricole S.A. devra être prise en compte par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, sans qu'il soit possible de préjuger des modalités de cette prise en compte. Cette garantie a été consentie en 1988 au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A. par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés.

Enfin, dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des opérations de bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R.01-453.

Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch). — Suite à l'opération de simplification de la structure du Groupe qui s'est traduite par la cession des participations CCI/CCA détenues par Crédit Agricole S.A. à une société intégralement détenue par les Caisses régionales, SACAM Mutualisation, Crédit Agricole S.A. n'est plus au capital des Caisses régionales à l'issue de l'opération (à l'exception de 4 Caisses régionales pour lesquels Crédit Agricole S.A. a conservé une partie marginale des CCA pour des raisons juridiques); celle-ci s'est donc accompagnée de la signature de deux avenants à la Convention Cadre de la garantie Switch respectivement signés le 17 février (avenant n°2) et le 21 juillet (avenant n°3) et mettant notamment fin à la garantie sur les CCI/CCA.

Ce dispositif ainsi modifié a pris effet le 1er juillet 2016 et permet désormais de transférer aux Caisses régionales uniquement les exigences prudentielles des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA) dans la limite d'un plafond contractuel : on parle donc désormais des Switch Assurance.

La bonne fin du dispositif reste sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi, les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur globale de mise en équivalence des participations susvisées, moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnité compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, peut restituer les indemnisations préalablement perçues.

Comptablement, les garanties sont des engagements de hors-bilan assimilables à des garanties données à première demande. Leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement sont respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Equivalence des participations CAA. Lors des arrêts trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêts semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

1.3. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2016 :

Opération de simplification du groupe Crédit Agricole. — L'opération de simplification du groupe Crédit Agricole annoncée le 17 février 2016 a été réalisée le 3 août 2016. L'essentiel des Certificats Coopératifs d'Investissement (« CCI ») et les Certificats Coopératifs d'Associé (« CCA ») détenus par Crédit Agricole S.A. ont été cédés à une holding (« SACAM Mutualisation ») conjointement détenue par les Caisses régionales. Le prix de cession fixé initialement sur la base des bilans des Caisses régionales de Crédit Agricole arrêtés au 31 décembre 2015, soit 18,025 milliards d'euros, a fait l'objet d'un ajustement pour tenir compte de l'évolution des capitaux propres IFRS consolidés retraités des Caisses régionales entre le 31 décembre 2015 et le 30 juin 2016. Cet ajustement s'élève à 517 millions d'euros de sorte que le prix final de cession des CCI et CCA transférés par Crédit Agricole S.A. à SACAM Mutualisation (filiale à 100% des Caisses régionales), s'élève à 18,542 milliards d'euros. Le financement de « SACAM Mutualisation » a été réalisé via un apport en capital des Caisses régionales (souscription par chacune des Caisses régionales à une augmentation de capital de SACAM Mutualisation lui permettant d'acquérir les CCI/CCA détenus par Crédit Agricole S.A.). Dans ce cadre, Crédit Agricole de Normandie a participé à l'augmentation de capital de SACAM Mutualisation pour un montant de 504 823 milliers d'euros. Des prêts seniors de Crédit Agricole S.A. à hauteur de 11 milliards d'euros ont été consentis aux Caisses régionales pour financer une partie de l'augmentation de capital de « SACAM Mutualisation », dont 299 402 milliers d'euros en faveur du Crédit Agricole de Normandie.

Cette opération s'inscrit dans une optique de simplification de la structure du Groupe, d'accroissement de la mutualisation des résultats des Caisses régionales et permet le maintien et le renforcement de la solidarité économique entre les Caisses régionales qui existait déjà indirectement au travers de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales et de la garantie Switch CCI/CCA.

Post opération, Crédit Agricole de Normandie conserve un niveau de solvabilité extrêmement solide. Sa réalisation entraîne le débouclage de la garantie Switch avec effet au 1er juillet 2016 pour sa composante couvrant les CCI/CCA et le remboursement du dépôt auprès de Crédit Agricole S.A. relatif à cette garantie (5 milliards d'euros pour l'ensemble des Caisses régionales et 147 789 milliers d'euros pour Crédit Agricole de Normandie).

1.4. Evénements postérieurs à l'exercice 2016. — Pas d'évènement recensé.

Note 2. – Principes et méthodes comptables.

Les états financiers de Crédit Agricole de Normandie sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, Crédit Agricole de Normandie publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de Crédit Agricole de Normandie est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements	Date de publication par l'Etat français	Date de 1ere application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans Crédit Agricole de Normandie
Règlement ANC N°2015-06 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général	23 novembre 2015	1er janvier 2016	Oui
Règlement de l'ANC. n° 2016-07 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général	4 novembre 2016	1er janvier 2016	Oui

Avertissement : suite à une modification des règles de calcul des tableaux de l'annexe, des écarts potentiels d'arrondis peuvent exister entre les données N-1 et celles publiées lors de l'exercice précédent.

2.1. Créances et engagements par signature. — Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Les avances accordées par Crédit Agricole S.A. aux Caisses régionales ne présentent pas pour Crédit Agricole S.A. un risque direct sur les bénéficiaires des prêts à la clientèle distribués par les Caisses régionales, mais éventuellement un risque indirect sur la solidité financière de celles-ci.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit Crédit Agricole S.A. à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

Créances restructurées. — Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

Les crédits restructurés font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Ils sont dépréciés individuellement au plus tard au bout de trente jours d'impayés.

Le montant des créances restructurées détenues par Crédit Agricole de Normandie s'élève à 66 212 milliers d'euros au 31 décembre 2016 contre 92 589 milliers d'euros au 31 décembre 2015. Sur ces prêts, des décotes sont comptabilisées pour un montant de 1 235 milliers d'euros.

Créances douteuses. — Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne, ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous condition, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet de la part de l'établissement d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Parmi les encours douteux, Crédit Agricole de Normandie distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

— Créances douteuses non compromises : Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

— Créances douteuses compromises : Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré. — Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Crédit Agricole de Normandie par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Traitement comptable des dépréciations. — Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque, l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation du fait du passage du temps étant inscrits dans la marge d'intérêt.

Provisions au titre du risque de crédit non affecté individuellement. — Par ailleurs, Crédit Agricole de Normandie a également constaté, au passif de son bilan, des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés individuellement telles que les provisions Risques pays ou les provisions sectorielles généralement calculées à partir des modèles Bâlois. Ces dernières visent à couvrir des risques identifiés pour lesquels il existe statistiquement ou historiquement une probabilité de non-recouvrement partiel sur des encours non classés en douteux ou non dépréciés individuellement.

Passage en perte. — L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, Crédit Agricole de Normandie le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'il a de son activité.

2.2. Portefeuille Titres. — Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Crédit Agricole de Normandie ne détient pas de titres classés en titres de transaction ni de titres classés en titre de l'activité de portefeuille.

Titres de placement. — Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

— Obligations et autres titres à revenu fixe : Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

— Actions et autres titres à revenu variable : Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des SICAV et des Fonds Communs de Placement sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

— s'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si Crédit Agricole de Normandie dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;

— s'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit avéré).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Titres d'investissement. — Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels Crédit Agricole de Normandie dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières, du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 ; elle est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme :

— Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

— Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

— Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché. — Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, Crédit Agricole de Normandie détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, Crédit Agricole de Normandie utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement. — Crédit Agricole de Normandie enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

Pensions livrées. — Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

Reclassement de titres. — Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Crédit Agricole de Normandie n'a pas opéré, en 2016, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

2.3. Immobilisations. — Crédit Agricole de Normandie applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Il applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par Crédit Agricole de Normandie, suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 40 ans
Second œuvre	20 à 25 ans
Installations techniques	10 à 20 ans
Agencements	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 6 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	5 à 10 ans (dégressif ou linéaire)
Mobilier	7 à 10 ans

Enfin, les éléments dont dispose Crédit Agricole de Normandie sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

2.4. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5. Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables et emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les commissions de services financiers, versées aux Caisses régionales, sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

2.6. Provisions. — Crédit Agricole de Normandie applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

— le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.

— la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Afin de donner une image fidèle de ses comptes, Crédit Agricole de Normandie constitue une provision spécifique pour pertes et charges dans le but de compenser l'incidence temporaire sur la charge d'impôt et sur le résultat net, de la participation de Crédit Agricole de Normandie à certains GIE réalisant des opérations de financement par crédit-bail ou des opérations particulières. Cette provision d'exploitation sera reprise au fur et à mesure des suppléments d'impôts que devra acquitter Crédit Agricole de Normandie au cours des exercices ultérieurs, de manière à neutraliser l'impact de ces opérations sur le résultat net.

2.7. Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.). — Conformément aux dispositions prévues par la IV^{ème} directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres, les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par Crédit Agricole de Normandie à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Crédit Agricole de Normandie a constitué des F.R.B.G qui s'élèvent à 72.3 millions d'euros au 31 décembre 2016.

2.8. Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels. — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture. — Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché. — Les opérations de marché regroupent :

— les positions ouvertes isolées (catégorie « a » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),

— la gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Crédit Agricole de Normandie n'enregistre que des opérations de transaction correspondant à des opérations d'intermédiation (swaps clients retournés sur un établissement de crédit).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

Risque de contrepartie sur les dérivés. — Conformément au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, Crédit Agricole de Normandie intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de CVA.

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Crédit Agricole de Normandie.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

— prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels,

— en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

2.9. Opérations en devises. — Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, Crédit Agricole de Normandie a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

Le montant global de la position de change opérationnelle de Crédit Agricole de Normandie, n'est pas significatif.

2.10. Engagements hors-bilan. — Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Crédit Agricole de Normandie.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

Ces éléments sont toutefois détaillés dans l'annexe aux notes 28 et 29.

2.11. Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement. — La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord n° 85 du 21 mai 2014 qui définit une enveloppe globale pour l'intéressement et la participation, l'intéressement étant égal à la différence entre cette enveloppe globale et le montant de la participation. En outre, l'avenant n°1 à l'accord n°11 du 21 mai 2014 prévoit un abondement de la Caisse régionale de Normandie permettant de bonifier les versements effectués sur le Plan Epargne Entreprise (PEE) ou sur le plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) pour les sommes provenant de l'intéressement. La participation et l'intéressement figurent dans les «Frais de personnel».

2.12. Avantages au personnel postérieurs à l'emploi :

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies. — Crédit Agricole de Normandie a appliqué, à compter du 1er janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 07 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014.

En application de ce règlement, Crédit Agricole de Normandie provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Crédit Agricole de Normandie a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

Crédit Agricole de Normandie a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime, par conséquent le montant de la provision est égal à :

— la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,

— majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,

— diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Les engagements de la Caisse régionale de Normandie relevant de la catégorie des régimes à prestations définies sont pris en charge par une société d'assurance: les engagements relatifs aux primes et indemnités de départ à la retraite du personnel et ceux relatifs à la retraite complémentaire des cadres de direction et des mandataires sociaux sont transférés à PREDICA.

Ces engagements, d'un montant total de 37 736 milliers d'euros, sont couverts par des fonds, complétés par une provision de 106 milliers d'euros au 31/12/2016 pour le régime de la retraite complémentaire des cadres de direction. Les cotisations versées à l'assureur sont enregistrées en frais de personnel.

Plans de retraite – régimes à cotisations définies. — Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Crédit Agricole de Normandie n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

2.13. Charges et produits exceptionnels. — Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de Crédit Agricole de Normandie.

2.14. Impôt sur les bénéfices (charge fiscale). — D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Crédit Agricole de Normandie a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale. En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), Crédit Agricole de Normandie a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel et non en diminution de l'impôt.

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016							31/12/2015
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit :								
Comptes et prêts :								

A vue	6 217				6 217		6 217	5 007
A terme	1 978				1 978		1 978	2 081
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée						38	38	
Prêts subordonnés				816	816		816	816
Total	8 195			816	9 011	38	9 049	7 904
Dépréciations								
Valeur nette au bilan							9 049	7 904
Opérations internes au Crédit Agricole :								
Comptes ordinaires	134 123				134 123		134 123	266 246
Comptes et avances à terme	93 728	34 963	173 653	439 202	741 546	2 206	743 752	1 593 516
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								35 807
Total	227 851	34 963	173 653	439 202	875 669	2 206	877 875	1 895 569
Dépréciations								
Valeur nette au bilan							877 875	1 895 569
Total							886 924	1 903 473

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 816 milliers d'euros.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

Note 4. – Opérations avec la clientèle.

4.1. Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016						31/12/2015	
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	15 757	5 563			21 320		21 320	17 736
Autres concours à la clientèle	623 876	1 273 655	4 463 648	5 718 859	12 080 038	40 971	12 121 009	11 588 836
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	47 077				47 077	385	47 462	50 435
Dépréciations							-200 300	-200 423
Valeur nette au bilan							11 989 491	11 456 584

Parmi les créances sur la clientèle 1 968 771 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2016 contre 1 743 672 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

Le montant des créances restructurées au 31 décembre 2016 s'élève à 66 212 milliers d'euros contre 92 589 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

4.2. Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016					31/12/2015				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	5 505 241	72 170	46 237	-46 599	-30 127	4 918 517	72 022	48 083	-45 177	-30 406
Agriculteurs	2 463 543	66 111	43 758	-49 526	-33 633	2 447 006	56 161	34 797	-43 753	-28 661
Autres professionnels	1 318 248	70 860	52 853	-50 936	-38 677	1 284 654	68 321	51 125	-49 018	-37 952
Clientèle financière	195 308	1 532	751	-849	-582	184 264	959	740	-791	-627
Entreprises	1 710 885	64 034	46 957	-51 787	-38 555	1 706 914	83 419	48 088	-61 058	-38 236
Collectivités publiques	928 194					1 046 368				
Autres agents économiques	68 372	677	614	-603	-549	69 284	725	291	-625	-254
Total	12 189 791	275 384	191 170	-200 300	-142 123	11 657 007	281 607	183 124	-200 422	-136 136

Note 5. – Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016					31/12/2015
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :		50 248		264 716	314 964	309 154
Dont surcote restant à amortir		1 193		9 090	10 283	13 654
Dont décote restant à amortir		-1 060		-874	-1 934	-1 000
Créances rattachées		26		3 395	3 421	3 971
Dépréciations						
Valeur nette au bilan		50 274		268 111	318 385	313 125

Obligations et autres titres à revenu fixe (1):					
Emis par organismes publics					
Autres émetteurs	3 859		378 231	382 090	420 672
Dont surcote restant à amortir			2 048	2 048	2 924
Dont décote restant à amortir			-1 378	-1 378	-1 966
Créances rattachées	28		3 836	3 864	4 753
Dépréciations	-45			-45	-87
Valeur nette au bilan	3 842		382 067	385 909	425 338
Actions et autres titres à revenu variable (y compris actions propres)	348 529			348 529	353 236
Créances rattachées					
Dépréciations	-157			-157	-329
Valeur nette au bilan	348 372			348 372	352 907
Total	402 488		650 178	1 052 666	1 091 370
Valeurs estimatives	412 564		691 440	1 104 004	1 138 247
(1) : Dont 74 701 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2016 et 85 201 milliers d'euros au 31 décembre 2015					

Aucune cession de titres d'investissement n'est intervenue avant l'échéance conformément aux dispositions dérogatoires prévues à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07.

Valeurs estimatives : La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 10 130 milliers d'euros au 31 décembre 2016, contre 11 097 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 48 494 milliers d'euros au 31 décembre 2016, contre 44 684 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

5.1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Administration et banques centrales		
Etablissements de crédit	40 593	51 123
Clientèle financière	585 175	589 940
Collectivités locales		
Entreprises, assurances et autres clientèles	104 851	132 845
Divers et non ventilés		
Total en principal	730 619	773 908
Créances rattachées	3 864	4 753
Dépréciations	-202	-416
Valeur nette au bilan	734 281	778 245

5.2. Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016				31/12/2015			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	382 090	314 964	348 529	1 045 583	420 672	309 154	353 236	1 083 062
Dont titres cotés	145 031	314 964		459 995	178 608	309 154		487 762
Dont titres non cotés (1)	237 059		348 529	585 588	242 064		353 236	595 300
Créances rattachées	3 864	3 421		7 285	4 753	3 971		8 724
Dépréciations	-45		-157	-202	-87		-329	-416
Valeur nette au bilan	385 909	318 385	348 372	1 052 666	425 338	313 125	352 907	1 091 370

Commentaires :

(1) La répartition des parts d'OPCVM est la suivante :

OPCVM français 348 372 milliers d'euros

Dont OPCVM français de capitalisation 340 431 milliers d'euros

Un OPCVM sous contrôle exclusif FCP ELSTAR figure à l'actif du bilan pour 64 677 milliers d'euros. Sa valeur estimative au 31 décembre 2016 s'élève à 68 631 milliers d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPCVM par nature est la suivante au 31 décembre 2016 :

(En milliers d'Euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPCVM monétaires	157 433	161 669
OPCVM obligataires	110 544	111 151
OPCVM actions	15 718	16 813
OPCVM autres	64 677	68 631
Total	348 372	358 264

5.3. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016							31/12/2015
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur brute	1 288	18 031	108 265	254 506	382 090	3 864	385 954	425 425
Dépréciations							-45	-87
Valeur nette au bilan	1 288	18 031	108 265	254 506	382 090	3 864	385 909	425 338
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur brute		35 718	156 439	122 807	314 964	3 421	318 385	313 125
Dépréciations								
Valeur nette au bilan		35 718	156 439	122 807	314 964	3 421	318 385	313 125

Note 6. – Titres de participation et de filiales.

Informations financières	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus - Brutes	Valeurs comptables des titres détenus - Nettes	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (1)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de Crédit Agricole Normandie SAS	2 616 980	15 756 449	2,88%	564 202	564 202		501 994	25 605
Rue la Boétie								
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit :								
Participations dans des établissements de crédit :								
Autres parts dans les entreprises liées :								
SAS NORMANDIE IMMOBILIER	6 323	-1 327	100,00%	13 608	3 809	1 298	-557	
Autres titres de participations :								
SAS SACAM PARTICIPATION	62 558	12 051	2,91%	2 106	2 106		1 493	
SAS UNEXO	134 113	47 018	12,95%	21 651	21 651	0	1 508	
SAS SACAM DEVELOPPEMENT	725 471	62 071	2,52%	18 403	18 403	8 606	27 580	769
SAS SACAM INTERNATIONAL	522 023	89 908	3,18%	28 617	18 964		16 943	572
SAS SACAM AVENIR	145 931	-122	2,52%	3 676	3 676		-27	
SAS SACAM FIA NET	47 185	-46 736	2,98%	1 405	0	125	-3 615	
SA NORMANDIE CAPITAL INVESTISSEMENT	13 937	1 944	9,04%	1 589	1 435		381	
SAS SACAM FIRECA	22 510	-653	3,03%	1 354	663		-1 190	
SAS SACAM IMMOBILIER	139 588	4 036	2,82%	3 938	3 938		4 180	106
SACAM MUTUALISATION	18 556 677		2,72%	504 823	504 823		NC	
C2MS	53 053	1 201	2,22%	1 839	1 839		3 721	85
SAS DELTA	79 550		2,98%	2 370	2 370		NC	
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de Crédit Agricole Normandie :								
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit (ensemble)								
Participations dans des établissements de crédit (ensemble)								
Autres parts dans les entreprises liées (ensemble)				1 312	1 306	1 255		
Autres titres de participation (ensemble)				7 350	6 314	704		171
Total parts dans les entreprises liées et participations				1 178 243	1 155 499	11 988	552 411	27 308

6.1. Valeur estimative des titres de participation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Parts dans les entreprises liées :				
Titres non cotés	14 920	6 216	14 920	7 223
Titres cotés				
Avances consolidables	2 553	2 553	2 542	2 542
Créances rattachées				
Dépréciations	-9 806		-8 315	
Valeur nette au bilan	7 667	8 769	9 147	9 765
Titres de participation et autres titres détenus à long terme :				
Titres de participation				
Titres non cotés	1 160 319	1 407 226	629 574	835 156
Titres cotés				
Avances consolidables	9 435	8 856	10 730	10 309
Créances rattachées	121	121	125	125
Dépréciations	-13 364		-13 153	
Sous-total titres de participation	1 156 511	1 416 203	627 276	845 590
Autres titres détenus à long terme				
Titres non cotés	3 004	2 870	5 950	5 815
Titres cotés				
Avances consolidables	30 204	18 162	40 052	29 615
Créances rattachées	105	105	103	103
Dépréciations	-12 584		-12 434	
Sous-total autres titres détenus à long terme	20 729	21 137	33 671	35 533
Valeur nette au bilan	1 177 240	1 437 340	660 947	881 123
Total des titres de participation	1 184 907	1 446 109	670 094	890 888

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Total valeurs brutes				
Titres non cotés	1 178 243		650 444	
Titres cotés				
Total	1 178 243		650 444	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

Note 7. – Variation de l'actif immobilisé.

Immobilisations financières :

(En milliers d'Euros)	01/01/2016	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2016
Parts dans les entreprises liées :					
Valeurs brutes	14 920				14 920
Avances consolidables	2 542	11			2 553
Créances rattachées					
Dépréciations	-8 315	-1 491			-9 806
Valeur nette au bilan	9 147	-1 480			7 667
Titres de participation et autres titres détenus à long terme :					
Titres de participation					
Valeurs brutes	629 574	530 745			1 160 319
Avances consolidables	10 730	25 862	-27 157		9 435

Créances rattachées	125	403	-407	121
Dépréciations	-13 153	-251	40	-13 364
Sous-total titres de participation	627 276	556 759	-27 524	1 156 511
Autres titres détenus à long terme :				
Valeurs brutes	5 950		-2 946	3 004
Avances consolidables	40 052	334	-10 182	30 204
Créances rattachées	103	600	-598	105
Dépréciations	-12 434	-334	184	-12 584
Sous-total autres titres détenus à long terme	33 671	600	-13 542	20 729
Valeur nette au bilan	660 947	557 359	-41 066	1 177 240
Total	670 094	555 879	-41 066	1 184 907

Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	01/01/2016	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2016
Immobilisations corporelles :					
Valeurs brutes	266 355	8 346	-7 528	-546	266 627
Amortissements et dépréciations	-145 061	-13 747	6 080		-152 728
Mali technique de fusion sur immobilisation corporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	121 294	-5 401	-1 448	-546	113 899
Immobilisations incorporelles :					
Valeurs brutes	4 448	390	-50	546	5 334
Amortissements et dépréciations	-897	-464			-1 361
Mali technique de fusion sur immobilisation incorporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	3 551	-74	-50	546	3 973
Total	124 845	-5 475	-1 498		117 872

Note 8. – Actions propres.

La Caisse Régionale de Normandie ne détient pas d'actions propres.

Note 9. – Comptes de régularisation et actifs divers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Autres actifs (1)		
Instruments conditionnels achetés		
Comptes de stock et emplois divers	1 200	86
Débiteurs divers (2)	231 361	211 696
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	46	104
Valeur nette au bilan	232 607	211 886
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	41 059	29 576
Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers	2 382	2 537
Charges constatées d'avance	2 303	1 194
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	6 053	3 993
Autres produits à recevoir	41 280	42 335
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	348	270

Valeur nette au bilan	93 425	79 905
Total	326 032	291 791

(1) Les montants incluent les créances rattachées.
(2) dont 320 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Note 10. – Dépréciations inscrites en déduction de l'actif.

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2016	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2016
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	200 423	69 473	-67 126	-2 470		200 300
Sur opérations sur titres	416	60	-274			202
Sur valeurs immobilisées	34 092	3 625	-222			37 495
Sur autres actifs	3 078	352	-1 234			2 196
Total	238 009	73 510	-68 856	-2 470		240 193

Note 11. – Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016							31/12/2015
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit :								
Comptes et prêts :								
A vue	642				642		642	1
A terme				816	816		816	816
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée						117	117	
Valeur nette au bilan	642			816	1 458	117	1 575	817
Opérations internes au Crédit Agricole :								
Comptes ordinaires	5 587				5 587		5 587	4 759
Comptes et avances à terme	1 239 453	2 809 358	2 612 006	1 472 451	8 133 268	4 648	8 137 916	8 481 162
Titres donnés en pension livrée						96	96	
Valeur nette au bilan	1 245 040	2 809 358	2 612 006	1 472 451	8 138 855	4 744	8 143 599	8 485 921
Total	1 245 682	2 809 358	2 612 006	1 473 267	8 140 313	4 861	8 145 174	8 486 738

Opérations internes au Crédit Agricole : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale (Cf. Cadre Juridique et Financier).

Note 12. – Comptes créditeurs de la clientèle.

12.1. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016							31/12/2015
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	3 247 118				3 247 118	142	3 247 260	2 884 477
Comptes d'épargne à régime spécial :	50 911				50 911		50 911	43 385
A vue	50 911				50 911		50 911	43 385
A terme								
Autres dettes envers la clientèle :	325 765	148 596	592 536	44 945	1 111 842	9 729	1 121 571	1 304 897
A vue	17 817				17 817		17 817	13 562
A terme	307 948	148 596	592 536	44 945	1 094 025	9 729	1 103 754	1 291 335
Valeurs données en pension livrée								
Valeur nette au bilan	3 623 794	148 596	592 536	44 945	4 409 871	9 871	4 419 742	4 232 759

12.2. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Particuliers	1 923 777	1 970 955
Agriculteurs	360 081	333 396
Autres professionnels	266 679	260 729
Clientèle financière	95 640	66 319
Entreprises	1 574 056	1 409 754

Collectivités publiques	19 595	17 765
Autres agents économiques	170 043	161 274
Total en principal	4 409 871	4 220 192
Dettes rattachées	9 871	12 567
Valeur nette au bilan	4 419 742	4 232 759

Note 13. – Dettes représentées par un titre.

13.1. Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016							31/12/2015
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse		734			734	122	856	7 719
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables (1)			255 000	270 000	525 000	8 159	533 159	531 813
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
Valeur nette au bilan		734	255 000	270 000	525 734	8 281	534 015	539 532

Note 14. – Comptes de régularisation et passifs divers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Autres passifs (1) :		
Opérations de contrepartie (titres de transactions)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus		
Comptes de règlement et de négociation	887	857
Créditeurs divers	107 347	77 993
Versements restant à effectuer sur titres	7 792	6 337
Valeur au bilan	116 026	85 187
Comptes de régularisation :		
Comptes d'encaissement et de transfert	46 362	8 810
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	26	27
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	4 406	60
Produits constatés d'avance	60 639	52 731
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	5 505	6 251
Autres charges à payer	69 362	69 621
Autres comptes de régularisation	3 351	1 802
Valeur au bilan	189 651	139 302
Total	305 677	224 489

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

Note 15. – Provisions

(En milliers d'Euros)	01/01/2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2016
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	134			-28		106
Provisions pour autres engagements sociaux	1 490	52		-35		1 507
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	3 436	565		-939		3 062
Provisions pour litiges fiscaux (1)	1 904	860	-352	-139		2 273
Provisions pour autres litiges	3 383	2 777	-600	-345		5 215
Provisions pour risques de crédit (2)	69 115	3 101		-11 647		60 569

Provisions pour restructurations					
Provisions pour impôts	306	274	-305	-1	274
Provisions sur participations					
Provisions pour risques opérationnels (3)	3 198	68	-763	-750	1 753
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (4)	16 411	6 447			22 858
Autres provisions	6 595	1 917	-3 066	-228	5 218
Valeur au bilan	105 972	16 061	-5 086	-14 112	102 835

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles Bâle II.

(3) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(4) Voir note 16 ci-après

Note 16. – Epargne Logement.

— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	1 154 718	907 942
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	663 710	636 202
Ancienneté de plus de 10 ans	681 740	705 876
Total plans d'épargne-logement	2 500 168	2 250 020
Total comptes épargne-logement	277 751	273 874
Total encours collectés au titre des contrats Epargne-logement	2 777 919	2 523 894

L'ancienneté est déterminée conformément au Titre 6 Epargne règlementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

— Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'Epargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Plans d'épargne-logement	6 029	8 536
Comptes épargne-logement	25 962	37 912
Total encours de crédit en vie octroyés au titre des contrats Epargne-logement	31 991	46 448

— Provision au titre des comptes et plans d'Epargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	8 466	5 043
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	3 774	2 416
Ancienneté de plus de 10 ans	10 618	8 952
Total plans d'épargne-logement	22 858	16 411
Total comptes épargne-logement	0	0
Total provision au titre des contrats Epargne-logement	22 858	16 411

(En milliers d'Euros)	01/01/2016	Dotations	Reprises	31/12/2016
Plans d'épargne-logement	16 411	6 447		22 858
Comptes épargne-logement	0			0
Total provision au titre des contrats Epargne-logement	16 411	6 447	0	22 858

La dotation de la provision épargne logement au 31 décembre 2016 est liée à l'actualisation des paramètres de calcul et notamment à la baisse de la marge collecte.

Note 17. – Engagements sociaux.

Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies. — Les engagements de retraite et avantages similaires de la Caisse régionale de Normandie relevant de la catégorie des régimes à prestations définies sont externalisés auprès d'une compagnie d'assurance. La Caisse régionale de Normandie a fait le choix d'étaler les écarts actuariels calculés en N sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime à compter de N+1.

— Variation de la dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dette actuarielle au 31/12/N-1	33 793	36 409
Coût des services rendus sur l'exercice	2 252	2 433
Coût financier	678	530
Cotisations employés		0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	-1 180
Variation de périmètre	-123	-229
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations versées (obligatoire)	-1 713	-2 576
(Gains) / pertes actuariels	2 849	-1 594
Dette actuarielle au 31/12/N	37 736	33 793

— Détail de la charge comptabilisée au compte résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Coût des services rendus	2 252	2 433
Coût financier	678	530
Rendement attendu des actifs	-645	-486
Coût des services passés	0	-363
Amortissement des (Gains) / pertes actuariels net	148	263
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes	0	-817
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif		
Charge nette comptabilisée au compte de résultat	2 433	1 560

— Variation de juste valeur des actifs et des droits à remboursement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1	32 498	33 155
Rendement attendu des actifs	645	486
Gains / (pertes) actuariels	-28	249
Cotisations payées par l'employeur	2 277	1 413
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	-123	-229
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds	-1 713	-2 576
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/n	33 556	32 498

— Composition des actifs des régimes :

Actifs des régimes	Contrats IFC salariés	Contrats de retraite supplémentaire/IFC cadres de direction/ FOMUGEI
Obligations	84,20%	84,10%
Actions	9,70%	9,60%
Autres actifs	6,10%	6,30%

— Variation de la provision :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dette actuarielle au 31/12/N	-37 736	-33 792

Impact de la limitation d'actifs		
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	4 074	1 346
Juste valeur des actifs fin de période	33 556	32 498
Position nette (passif) / actifs au 31/12/n	-106	52

— Rendement des actifs des régimes : Taux de rendement effectifs des actifs des régimes pour 2016 : 1,58 %

— Hypothèses actuarielles utilisées : Taux d'actualisation utilisé en 2016: taux iBoxx Corporate AA10+, soit 1,37 %

Au 31 décembre 2016, les taux de sensibilité conduisent à une variation des engagements figurant dans le tableau ci-dessous :

Variation des taux d'actualisation	Variation des engagements		
	Contrat IFC salariés	Contrat de retraite supplémentaire	Contrat IFC cadres de direction
+ 50 bp	-5,61 %	- 3,11 %	- 4,58 %
- 50 bp	+ 6,18 %	+ 3,31 %	+ 4,88 %

Note 18. – Fonds pour risques bancaires généraux.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Fonds pour risques bancaires généraux	72 300	64 300
Valeur au bilan	72 300	64 300

Note 19. – Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'euros)	31/12/2016							31/12/2015
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Dettes subordonnées à terme		10 000			10 000	22	10 022	10 022
Euro		10 000			10 000	22	10 022	10 022
C/C bloqués des Caisses Locales				112 344	112 344		112 344	109 967
Valeur au bilan		10 000		112 344	122 344	22	122 366	119 989

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 2 846 milliers d'euros au 31 décembre 2016 contre 2 862 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

Note 20. – Variation des capitaux propres (avant répartition)

— Variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Ecarts conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2014	130 993	956 658	393 684	210 363			87 942	1 779 640
Dividendes versés au titre de N-2							-8 452	-8 452
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-2		59 617	19 873				-79 490	
Report à nouveau débiteur								
Résultat de l'exercice N-1							88 745	88 745
Autres variations								
Solde au 31/12/2015	130 993	1 016 275	413 557	210 363			88 745	1 859 933
Dividendes versés au titre de N-1							-8 277	-8 277
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-1		60 351	20 117				-80 468	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N							90 516	90 516
Autres variations								
Solde au 31/12/2016	130 993	1 076 626	433 674	210 363			90 516	1 942 172

Le capital social au 31/12/2016 est composé de :

— 4 912 229 parts sociales de 20 euros chacune se répartissant ainsi:

— 4 912 208 parts sociales détenues par 100 caisses locales

— 21 parts sociales détenues par 20 administrateurs et SACAM Mutualisation

— 1 637 401 certificats coopératifs d'associés de 20 euros chacun détenus par SACAM Mutualisation

Note 21. – Composition des fonds propres.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Capitaux propres	1 942 171	1 859 933
Fonds pour risques bancaires généraux	72 300	64 300
Dettes subordonnées et titres participatifs	122 366	119 989
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Total des fonds propres	2 136 837	2 044 222

Note 22. – Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations.

(En milliers d'Euros)	Solde 31/12/2016 Opérations avec les entreprises liées et les participations	Solde 31/12/2015 Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	929 934	1 962 041
Sur les établissements de crédit et institutions financières	886 102	1 902 651
Sur la clientèle	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	43 832	59 390
Dettes	8 266 725	8 605 911
Sur les établissements de crédits et institutions financières	8 144 359	8 485 922
Sur la clientèle	0	0
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	122 366	119 989
Engagements donnés	368 022	853 373
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	3 362	85 506
Engagements de financement en faveur de la clientèle	0	0
Garanties données à des établissements de crédit	274 326	712 651
Garanties données à la clientèle	90 334	55 216
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise	0	0
Autres engagements donnés	0	0

Note 23. – Transactions effectuées avec les parties liées.

La Caisse Régionale de Normandie n'a pas effectué de transactions significatives avec des parties liées non conclues à des conditions normales de marché.

Note 24. – Opérations effectuées en devises.

— Contributions par devise au bilan :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	15 723 060	15 414 716	15 721 822	15 452 327
Autres devises de l'Union Européenne	6 726	6 726	2 751	2 751
Franc suisse	48	48	75	75
Dollar	8 640	8 640	10 221	10 221
Yen	1	1	1	1
Autres devises	1 466	1 466	782	782
Valeur brute	15 739 941	15 431 597	15 735 652	15 466 157
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	144 536	212 685	136 067	167 553
Dépréciations	-240 195		-238 009	
Total	15 644 282	15 644 282	15 633 710	15 633 710

Note 25. – Opérations de change, prêts et emprunts en devises.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
Opérations de change au comptant				
Devises				

Euros				
Opérations de change à terme	27 521	27 505	65 964	65 930
Devises	14 197	14 197	33 161	33 161
Euros	13 324	13 308	32 803	32 769
Prêts et emprunts de devises				
Total	27 521	27 505	65 964	65 930

Note 26. – Opérations sur instruments financiers à terme.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016			31/12/2015
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
Opérations fermes	1 898 674	149 806	2 048 480	1 410 250
Opérations de gré à gré (1)	1 898 674	149 806	2 048 480	1 410 250
Swaps de taux d'intérêt	1 898 674	149 806	2 048 480	1 410 250
Opérations conditionnelles	180	80 096	80 276	21 812
Opérations de gré à gré	180	80 096	80 276	21 812
CAP achetés	90		90	269
CAP vendus	90		90	269
IFT achetés		40 048	40 048	10 637
IFT vendus		40 048	40 048	10 637
Total	1 898 854	229 902	2 128 756	1 432 062

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

26.1. Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2016			Dont opérations effectuées de gré à gré		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures						
Options de change	40 910	39 186		40 910	39 186	
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés						
F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	480 838	974 856	592 786	480 838	974 856	592 786
Caps, floors, collars	180			180		
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices						
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédits						
Sous total	521 928	1 014 042	592 786	521 928	1 014 042	592 786
Swaps de devises						
Opérations de change à terme	40 336	14 691		40 336	14 691	
Sous total	40 336	14 691		40 336	14 691	
Total	562 264	1 028 733	592 786	562 264	1 028 733	592 786

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2015			Dont opérations effectuées de gré à gré		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures						
Options de change	12 642	8 632		12 642	8 632	
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés						

F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	143 642	676 296	590 312	143 642	676 296	590 312
Caps, floors, collars		538			538	
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices						
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédits						
Sous total	156 284	685 466	590 312	156 284	685 466	590 312
Swaps de devises						
Opérations de change à terme	124 504	7 389		124 504	7 389	
Sous total	124 504	7 389		124 504	7 389	
Total	280 788	692 855	590 312	280 788	692 855	590 312

26.2. Instruments financiers à terme : Juste valeur :

(En milliers d'Euros)	Juste Valeur Positive au 31/12/2016	Juste Valeur Négative au 31/12/2016	Encours Notionnel au 31/12/2016	Juste Valeur Positive au 31/12/2015	Juste Valeur Négative au 31/12/2015	Encours Notionnel au 31/12/2015
Options de change			80 096			21 274
Swaps de taux d'intérêt	18 757	102 048	2 048 480	18 289	130 491	1 410 250
Caps, floors, collars			180			538
Sous total	18 757	102 048	2 128 756	18 289	130 491	1 432 062
Opérations de change à terme			55 027			131 893
Sous total			55 027			131 893
Total	18 757	102 048	2 183 783	18 289	130 491	1 563 955

26.3. Information sur les Swaps :

— Ventilation des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises :

(En milliers d'Euros)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Swaps de transaction
Contrats d'échange de taux	0	593 675	1 305 000	149 806
Contrats assimilés (1)				

(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 2521-1 du règlement ANC 2014-07

Note 27. Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés.

L'évaluation du risque de contrepartie attaché aux Instruments Financiers à Terme utilisés par l'établissement mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (add-on) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats peut être résumée de la façon suivante :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016			31/12/2015		
	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel (*)	Total risque de contrepartie	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel	Total risque de contrepartie
Risques sur les gouvernements et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés			0			0
Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	2 720	825	3 545	7 588	2 301	9 889
Risques sur les autres contreparties	1 755	428	2 184	2 803	512	3 315
Total avant effet des accords de compensation	4 475	1 254	5 728	10 391	2 813	13 204
Dont risques sur contrats de :						
- Taux d'intérêt, change et matières premières	2 720	825	3 545	10 391	2 813	13 204
- Dérivés actions et sur indices			0			0
Total avant effet des accords de compensation	2 720	825	3 545	10 391	2 813	13 204
Incidences des accords de compensation et de collatéralisation		375	375	0	1 625	1 625

Total après effet des accords de compensation et de collatéralisation	0	879	5 353	10 391	1 188	11 579
<i>(*) Calculé selon les normes prudentielles Bâle 2</i>						

Note 28. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés :		
Engagements de financement	1 081 127	1 075 376
Engagements en faveur d'établissements de crédit	3 361	85 506
Engagements en faveur de la clientèle	1 077 766	989 870
Ouverture de crédits confirmés	560 235	584 123
Ouverture de crédits documentaires	15 897	15 579
Autres ouvertures de crédits confirmés	544 338	568 544
Autres engagements en faveur de la clientèle	517 531	405 747
Engagements de garantie	473 331	873 092
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	274 326	712 651
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties (1)	274 326	712 651
Engagements d'ordre de la clientèle	199 005	160 441
Cautions immobilières	19 732	18 125
Autres garanties d'ordre de la clientèle	179 273	142 316
Engagements sur titres	1 223	1 095
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	1 223	1 095
Engagements reçus :		
Engagements de financement	68 363	139 414
Engagements reçus d'établissements de crédit	68 363	139 414
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	3 567 384	3 135 187
Engagements reçus d'établissements de crédit	263 227	241 940
Engagements reçus de la clientèle	3 304 157	2 893 247
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	284 229	279 133
Autres garanties reçues	3 019 928	2 614 114
Engagements sur titres	1 223	1 095
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	1 223	1 095
<i>(1) Engagements donnés de garantie d'ordre d'établissements de crédit – Autres garanties : dont 274 326 milliers d'euros relatifs à la garantie (Switch Assurance) mise en place le 1^{er} juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée le 2 janvier 2014 pour 712 651 milliers d'euros.</i>		

Note 29. – Actifs donnés et reçus en garantie.

Au cours de l'année 2016, Crédit Agricole de Normandie a apporté 3 245 610 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 3 196 232 milliers d'euros en 2015. Crédit Agricole de Normandie conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, Crédit Agricole de Normandie a apporté :

- 1 969 205 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 893 438 milliers d'euros en 2015
- 305 861 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 318 953 milliers d'euros en 2015
- 970 545 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 983 841 milliers d'euros en 2015.

Note 30. – Engagements donnés aux entreprises liées.

Aux termes d'une convention de garantie, la Caisse régionale de Normandie est engagée dans la limite de ses fonds propres, soit 1 851 millions d'euros au 31/12/2016, à couvrir une éventuelle insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A., au bénéfice des tiers, créanciers de celle-ci.

Note 31. – Engagements de Crédit-bail.

Au 31/12/2016, la Caisse régionale de Normandie n'a pas d'engagements de crédit-bail.

Note 32. – Opérations de désendettement de fait et de titrisation.

Au 31/12/2016, la Caisse régionale de Normandie n'est pas concernée par ce type d'opération.

Note 33. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 811	4 133
Sur opérations internes au Crédit Agricole	32 789	42 659
Sur opérations avec la clientèle	342 848	388 511
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	14 941	15 287
Produit net sur opérations de macro-couverture		
Sur dettes représentées par un titre	11 786	7 582
Autres intérêts et produits assimilés	763	1 500
Intérêts et produits assimilés	405 938	459 672
Sur opérations avec les établissements de crédit	-3 289	-4 194
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-108 352	-146 173
Sur opérations avec la clientèle	-43 504	-52 992
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-5 909	-8 902
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-76	
Sur dettes représentées par un titre	-42 808	-39 881
Autres intérêts et charges assimilées	-330	-471
Intérêts et charges assimilées	-204 268	-252 613
Total produits nets d'intérêts et revenus assimilés (1)	201 670	207 059
<i>(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2016 est de 2 846 milliers d'euros, il était de 2 862 milliers d'euros au 31 décembre 2015.</i>		

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

Note 34. – Revenus des titres.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	28 366	18 848
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	2	
Opérations diverses sur titres		
Total des revenus des titres à revenus variables	28 368	18 848

Note 35. – Produit net des commissions.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016			31/12/2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	611	-29	582	632	-28	604
Sur opérations internes au crédit agricole	25 590	-18 221	7 369	25 290	-18 003	7 287
Sur opérations avec la clientèle	46 171	-1 773	44 398	46 588	-1 356	45 232
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	770		770	468		468
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	19		19	83		83
Sur prestations de services financiers (1)	125 637	-10 792	114 845	118 189	-11 549	106 640
Provision pour risques sur commissions	334	-355	-21	305	-312	-7
Total produit net des commissions	199 132	-31 170	167 962	191 555	-31 248	160 307
<i>(1) Dont prestations assurance-vie : 22 918 milliers d'euros.</i>						

Note 36. – Gains ou pertes des opérations sur portefeuilles de négociation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	877	1 003

Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	-14 337	62
Gains ou pertes des opérations sur portefeuilles de négociations	-13 460	1 065

Note 37. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Titres de placement		
Dotations aux provisions	-60	-492
Reprises de provisions	274	255
Dotations ou reprises nettes aux provisions	214	-237
Plus-values de cession réalisées	2 601	1 317
Moins-values de cession réalisées	-1	-766
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	2 600	551
Solde des opérations sur titres de placement	2 814	314
Titres de l'activité de portefeuille		
Dotations aux provisions		
Reprises de provisions		
Dotations ou reprises nettes aux provisions		
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
Solde des plus et moins-values de cession réalisées		
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	2 814	314

Note 38. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Produits divers	6 078	1 751
Quote-part des opérations faites en commun	3 260	
Refacturation et transfert de charges		
Reprises provisions		
Autres produits d'exploitation bancaire	9 338	1 751
Charges diverses	-1 684	-1 342
Quote-part des opérations faites en commun	-1 738	-1 777
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions		-210
Autres charges d'exploitation bancaire	-3 422	-3 329
Total autres produits et charges d'exploitation bancaire	5 916	-1 578

Note 39. – Charges générales d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Frais de personnel :		
Salaires et traitements	-83 177	-86 899
Charges sociales	-37 513	-37 834
Dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-8 661	-8 607
Intéressement et participation	-13 396	-13 133
Impôts et taxes sur rémunérations	-16 538	-16 084
Total des charges de personnel	-150 624	-153 950
Refacturation et transferts de charges de personnel	4 197	8 953
Frais de personnel nets	-146 427	-144 997
Frais administratifs :		
Impôts et taxes (1)	-11 750	-9 727
Services extérieurs et autres frais administratifs	-71 036	-66 272
Total des charges administratives	-82 786	-75 999
Refacturation et transferts de charges administratives	608	508

Frais administratifs nets	-82 178	-75 491
Charges générales d'exploitation	-228 605	-220 488
<i>(1) Dont 1 107 milliers d'euros au titre du fonds de résolution.</i>		

Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). — Au titre de l'exercice écoulé, un montant de 3 318 milliers d'euros a été accordé à Crédit Agricole de Normandie au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. Il a été utilisé au cours de l'année 2016 pour les dépenses suivantes : innovation et investissement dans l'outil de travail, recrutement de nouveaux agents, formation nouveaux embauchés et montée en compétence de conseillers, investissements dans le cadre de la transition écologique et énergétique.

Le montant des crédits restant à employer est de 3 281 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

Effectif moyen :

— Effectif par catégorie (Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité) :

Catégories de personnel	31/12/2016	31/12/2015
Cadres	495	481
Non cadres	1 516	1 593
Total de l'effectif moyen	2 011	2 074
Dont :		
France	2 011	2 074
Etranger		
Dont : personnel mis à disposition		

Informations relatives à l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction :

— Montant global des rémunérations allouées en 2016 : 2 357 milliers d'euros

— Montant global des avances et crédits octroyés en 2016: 5 780 milliers d'euros

Note 40. – Cout du risque.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux provisions et dépréciations	-74 117	-71 532
Dépréciations de créances douteuses	-67 062	-60 905
Autres provisions et dépréciations	-7 055	-10 627
Reprises de provisions et dépréciations	79 707	73 728
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	64 273	57 868
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	15 434	15 860
Variation des provisions et dépréciations	5 590	2 196
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-930	-1 585
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-15 063	-16 553
Décote sur prêts restructurés	-876	-1 833
Récupérations sur créances amorties	1 290	1 238
Autres pertes		-4 080
Autres produits		4 080
Cout du risque	-9 989	-16 537

(1) Dont utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses compromises : 13 507 milliers d'euros

Dont utilisées en couverture de perte sur créances douteuse non compromises : 1 038 milliers d'euros

(2) Dont 519 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif

(3) Dont 831 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

(4) Dont 13 507 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

— Autres pertes : dont 4 080 milliers relatifs à l'appel de la garantie globale (Switch Assurance), versés (ou à payer) à Crédit Agricole SA pour combler la baisse de la valeur de mise en équivalence des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), celles-ci étant mises en équivalence pour les besoins prudentiels.

— Autres produits : dont 4 080 milliers relatifs au retour à meilleure fortune de la garantie (Switch Assurance), reçus (ou à recevoir) de Crédit Agricole SA suite à la hausse de la valeur de mise en équivalence des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), celles-ci étant mises en équivalence pour les besoins prudentiels.

Note 41. – Résultat net sur actifs immobilisés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Immobilisations financières :		
Dotations aux dépréciations	-2 075	-1 486
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-2 075	-1 486

Reprises de dépréciations	222	5 026
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	222	5 026
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	-1 853	3 540
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-1 853	3 540
Plus-values de cessions réalisées		2 537
Sur titres d'investissement		2 536
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		1
Moins-values de cessions réalisées	-182	-3 790
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		-4
Pertes sur créances liées à des titres de participation	-182	-3 786
Solde des plus et moins-values de cessions	-182	-1 253
Sur titres d'investissement		2 536
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-182	-3 789
Solde en perte ou en bénéfice	-2 035	2 287
Immobilisations corporelles et incorporelles :		
Plus-values de cessions	1 207	433
Moins-values de cessions	-306	-185
Solde en perte ou en bénéfice	901	248
Résultat net sur actifs immobilisés	-1 134	2 535

Note 42. – Charges et produits exceptionnels.

La Caisse régionale de Normandie a enregistré des charges exceptionnelles en 2014, 2015 et 2016.

Ces charges sont relatives au projet de regroupement des 3 sites sur Caen et concernent les indemnités versées au personnel qui n'a pas souhaité rejoindre le site de Caen ou qui a souhaité quitter l'entreprise après l'exercice d'un « droit à l'expérimentation » sur le site de Caen. Elles s'élèvent à 439 milliers d'euros en 2016, 5 945 milliers d'euros en 2015 et 7 336 milliers d'euros en 2014.

Note 43. – Impôt sur les bénéfices.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Impôt sur le résultat courant avant IS	42 801	48 075
Impôt /charges exceptionnelles	-151	-2 259
Gain impôt par intégration fiscale	-874	-1 704
Impact étalement charge d'impôt sur crédit d'impôt /prêt à taux zéro	113	243
Régularisation N-1 et rappels d'impôts	-1 259	-120
Dotation nette de reprise /impôt lié aux GIE d'investissement	11	291
Crédits d'impôts imputés	-265	-368
	40 376	44 158

Le taux de l'impôt ressort à 34,43 % en 2016 contre 38 % en 2015.

Note 44. – Informations relatives aux résultats des activités bancaires.

Les activités de la Caisse Régionale de Normandie sont entièrement réalisées en France, exclusivement dans la branche « banque de proximité », sur ses départements d'exercice.

Elle représente la banque des particuliers, des agriculteurs, des professionnels, des entreprises et des collectivités locales, à fort ancrage local.

Elle commercialise toute la gamme de services bancaires et financiers : support d'épargne (monétaire, obligataire, titres), placement d'assurance vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiements. Elle distribue également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme d'assurance vie.

Note 45. – Evénements postérieurs à la clôture susceptibles de remettre en cause la continuité de l'exploitation.

Aucun événement de cette nature n'est intervenu après la clôture de l'exercice.

Note 46. – Affectation des résultats.

(En milliers d'Euros)	Montant
Résultat net 2016	90 516

Report à nouveau débiteur: changement de méthode	0
Total à affecter	90 516
Intérêts aux parts sociales: 1,85 %	1 818
Rémunération des Certificats Coopératifs d'associés	6 789
Réserve légale	61 433
Autres réserves	20 478
Total affecté	90 516

Note 47. – Implantation dans des états ou territoires non coopératifs.

La Caisse régionale de Normandie ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

Note 48. – Publicité des honoraires de commissaires aux comptes.

(En milliers d'Euros)	Ernst & Young	%	KPMG	%
Audit :				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés (1)	98	98%	98	94%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	2	2%	6	6%
Sous-total	100	100%	104	100%
Autres prestations				
Juridique, fiscal, social				
Technologie de l'information				
Audit interne				
Autres : à préciser si > à 10% des honoraires d'audit				
Sous-total	0	0%	0	0%
Total	100	100%	104	100%

(1) Y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Estimations comptables :

— Comme indiqué dans les notes 2.1, 4 et 15 de l'annexe aux comptes annuels, votre caisse régionale constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit et les risques inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle mis en place par la direction relatif aux risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations individuelles et des provisions individuelles et collectives.

— Les parts dans les entreprises liées, les titres de participation et les autres titres détenus à long terme sont évalués par votre caisse régionale à leur valeur d'utilité en retenant une approche fondée sur les modalités décrites dans la note 2.2 de l'annexe aux comptes annuels. Dans le cadre de notre

appréciation de ces estimations, et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs d'utilité pour les principales lignes du portefeuille.

– Votre caisse régionale procède à d'autres estimations dans le cadre habituel de la préparation de ses comptes annuels qui portent, notamment, sur les engagements en matière de retraite et d'indemnités de fin de carrière. Nous avons revu les hypothèses retenues et vérifié que ces estimations comptables s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans les notes 2.6 et 2.12 de l'annexe aux comptes annuels. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense et Toulouse, le 28 février 2017.

Les Commissaires aux Comptes :

KPMG S.A. :
Pascal BROUARD ;

ERNST & YOUNG et Autres :
Frank ASTOUX.

V. — Rapport de gestion.

En application du Règlement n°94-03 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la société : 15, Esplanade Brillaud de Laujardière 14050 CAEN CEDEX

B. — Comptes consolidés au 31 décembre 2016.

Arrêtés par le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie en date du 27 janvier 2017 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 17 mars 2017

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

I. — Cadre général.

Présentation juridique de l'entité. — La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie est une société coopérative à capital et personnel variables, enregistrée au registre du commerce et des sociétés de CAEN (France) sous le numéro 478 834 930 Code APE 6419Z. Son siège social est établi, 15, Esplanade Brillaud de Laujardière à CAEN 14000.

De par la loi bancaire, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire et est régie par le Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie, 100 Caisses Locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

Les états financiers consolidés, selon la méthode de l'Entité consolidante, incluent les comptes de la Caisse régionale, les comptes des 100 Caisses Locales, dans le cadre de la gestion du portefeuille, un Fonds dédié « ELSTAR », et une Société Technique de Titrisation.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 27 Janvier 2017.

Le cumul des comptes de résultat des Caisses Locales fait apparaître un résultat de 3,2 millions d'euros après encaissement de 1,6 millions d'euros d'intérêts sur les parts sociales de la Caisse régionale.

Le résultat du fonds dédié ELSTAR s'élève à 0,1 million d'euros essentiellement engendré par une correction d'impôt différé.

Organigramme simplifié du Crédit Agricole :

Un Groupe bancaire d'essence mutualiste. — L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par 9,2 millions de sociétaires qui élisent quelques 30 902 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

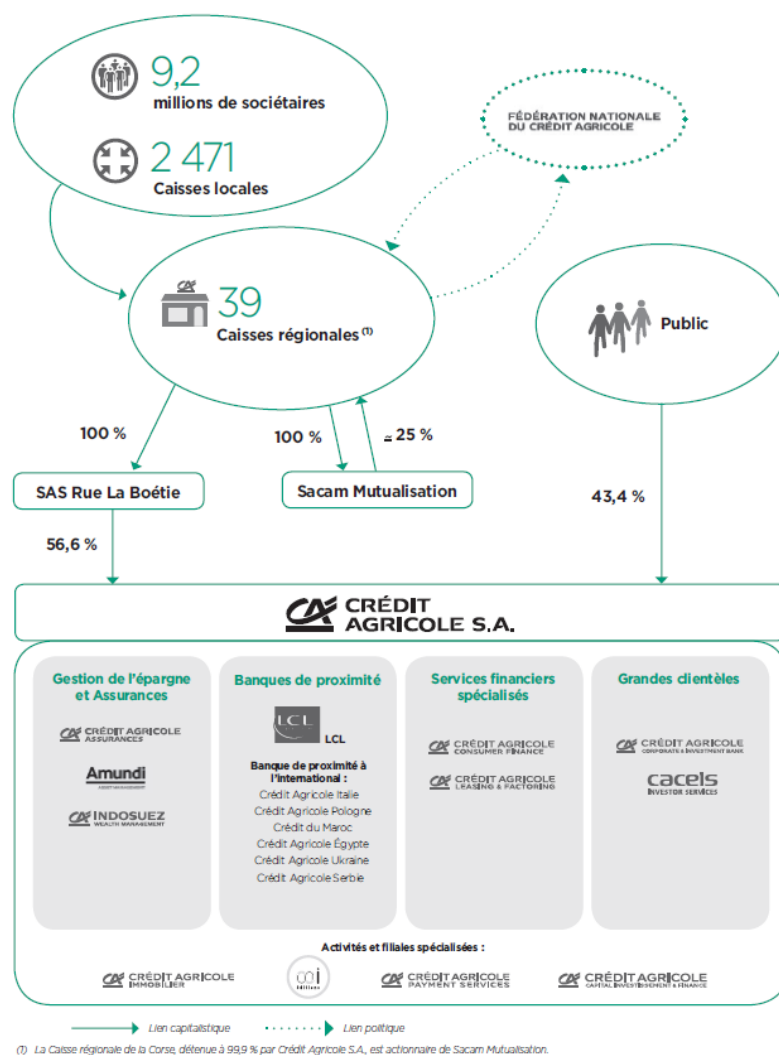
La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

Organisation du Groupe (au 31 décembre 2016)

Le périmètre du groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.



L'opération de simplification du groupe Crédit Agricole annoncée le 17 février 2016 a été réalisée le 3 août 2016. L'essentiel des Certificats Coopératifs d'Investissement (« CCI ») et les Certificats Coopératifs d'Associé (« CCA ») des Caisses régionales détenus par Crédit Agricole S.A. ont été cédés dans une holding (« Sacam Mutualisation ») conjointement détenue par les Caisses régionales. (Cf. note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période", paragraphe "Opération de simplification capitalistique du groupe Crédit Agricole").

Relations internes au Crédit Agricole :

Mécanismes financiers internes. — Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

— Comptes ordinaires des Caisses régionales : Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créancier, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires » et intégré sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

— Comptes d'épargne à régime spécial : Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

— Comptes et avances à terme : Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances, dites « avances-miroir » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 %, puis 33 % et, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1^{er} janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1^{er} janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1^{er} janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs, des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

— Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales : Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

— Placement des excédents de fonds propres des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A. : Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous la forme de placements de 3 à 10 ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

— Opérations en devises : Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

— Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A. : Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

— Couverture des risques de liquidité et de solvabilité : Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des opérations de bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD, transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français au règlement sur le mécanisme de résolution unique) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R.512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution, dans la mesure où, en tant qu'organe central, il doit prendre toute mesure nécessaire pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque membre du Réseau comme de l'ensemble. Ainsi, chaque membre du Réseau (en ce compris Crédit Agricole S.A.) bénéficie de cette solidarité financière interne.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités affiliées du Groupe, et donc du Réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Dans la conduite de son action en tant qu'autorité de résolution, le Conseil de Résolution Unique doit respecter le principe fondamental selon lequel aucun créancier ne doit, en résolution, subir de pertes plus importantes que celles qu'il aurait subies si l'entité concernée avait été liquidée selon une procédure normale d'insolvabilité (principe dit du No Creditor Worse Off than on Liquidation – NCWOL – prévu à l'article L.613-57-I du Code monétaire et financier et à l'article 73 de la directive BRRD). La nécessité de respecter ce principe conduit Crédit Agricole S.A. à considérer que l'existence de la garantie accordée en 1988 par les Caisses régionales au bénéfice des créanciers de Crédit Agricole S.A. devra être prise en compte par le Conseil de Résolution Unique, sans qu'il soit possible de préjuger des modalités de cette prise en compte.

— Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch) : L'opération de simplification de la structure du Groupe s'est traduite par la cession des participations CCI/CCA détenues par Crédit Agricole S.A. à une société intégralement détenue par les Caisses régionales, SACAM Mutualisation (Cf. note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période", paragraphe "Opération de simplification capitalistique du groupe Crédit Agricole"). Crédit Agricole S.A. n'étant plus au capital des Caisses régionales à l'issue de l'opération (à l'exception de 4 caisses pour lesquelles Crédit Agricole S.A. a conservé une partie marginale des CCA pour des raisons juridiques) ; celle-ci s'est accompagnée de la signature de deux avenants à la Convention Cadre de la garantie Switch.

Le dispositif des garanties Switch, mis en place le 23 décembre 2011 complété par un premier avenant signé le 19 décembre 2013 et amendé par deux avenants en 2016 respectivement signés le 17 février (avenant n°2) et le 21 juillet (avenant n°3), s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole S.A., en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses régionales de Crédit Agricole. Les nouvelles garanties ont pris effet rétroactivement le 1^{er} juillet 2016, en remplacement des précédentes, avec pour échéance le 1^{er} mars 2027 sous réserve de résiliation anticipée totale ou partielle ou de prorogation selon les dispositions prévues au contrat.

A travers ce dispositif, et dans la limite du plafond contractuel, les Caisses régionales s'engagent à supporter, pour le compte de Crédit Agricole S.A., les exigences prudentielles liées à la mise en équivalence de certaines participations détenues par Crédit Agricole S.A., et à en subir les risques économiques associés sous forme d'indemnisation le cas échéant.

Les garanties en vigueur permettent un transfert des exigences prudentielles s'appliquant désormais aux participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), celles-ci étant mises en équivalence pour les besoins prudentiels : on parle désormais des garanties Switch Assurance. Elles font l'objet d'une rémunération fixe qui couvre le risque actualisé et le coût d'immobilisation des fonds propres par les Caisses régionales.

La bonne fin du dispositif est sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de valeur de mise en équivalence des participations susvisées moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnisation compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement, en cas de

hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, pourrait restituer les indemnisations préalablement perçues.

Sur le plan prudentiel :

— Crédit Agricole S.A. réduit ses exigences de capital à proportion du montant des garanties accordées par les Caisses régionales ;

— Les Caisses régionales constatent symétriquement des exigences de capital égales à celles économisées par Crédit Agricole S.A.

Ce dispositif, qui est neutre au niveau du groupe Crédit Agricole, permet de rééquilibrer l'allocation en fonds propres entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales.

Sur le plan comptable :

Les garanties s'analysent en substance comme des contrats d'assurance du fait de l'existence d'un risque d'assurance au sens de la norme IFRS 4.

La norme IFRS 4 permet à l'émetteur d'un contrat d'assurance, de recourir aux principes comptables déjà appliqués pour des garanties données similaires, sous réserve d'effectuer un test de suffisance du passif selon les modalités visées par le paragraphe 14(b) de la norme.

Par conséquent, le traitement comptable des garanties est assimilable à celui d'une garantie donnée à première demande et leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. Dans le cas où il existerait des perspectives de perte nette à l'échéance après prise en compte d'hypothèse raisonnables de retour à meilleure fortune, une provision serait à doter, en Coût du risque, conformément aux exigences du test de suffisance du passif. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement seraient respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Equivalence des participations détenues dans Crédit Agricole Assurance. Lors des arrêts trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêts semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

Informations relatives aux parties liées :

— Avec les Caisses locales affiliées à la CRCAM de Normandie :

Les caisses locales détiennent 4 912 208 parts sociales de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie pour un montant de 98,232 millions d'euros.

Les Caisses locales ont perçu principalement de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie :

– 1,6 M€ au titre des revenus des parts sociales

– 2,3 M€ au titre des intérêts des comptes-courants

– 0,1 M€ au titre des commissions de caution (pour 1 seule caisse locale)

En termes de positions, en date de clôture au 31/12/2016 les opérations intra groupe significatives concernent :

– les comptes-courants bloqués des Caisses Locales dont le cumul des soldes s'établit à 112,3 M€

– les comptes courants ordinaires des Caisses Locales ouverts dans les livres de la Caisse régionale dont le cumul des soldes s'établit à 5,3 M€

– le montant des garanties données par les Caisses Locales (4,7 M€) à la Caisse régionale

— Avec le Fonds dédié ELSTAR : La Caisse régionale détient 6 325 parts du fonds dédié ELSTAR pour un montant nominal de 64 677 K€

— Avec CREDIT AGRICOLE SA : Engagement donné à Crédit Agricole SA à titre de convention de garantie sur les fonds propres : 1 851 303 milliers d'euros.

— Principaux dirigeants :

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie

Membres du conseil d'administration :

– Daniel Epron – Président ;

– Joël Jouaux – Vice-président ;

– Jean-Luc Duheron – Vice-président ;

– Christine Hoflack – Vice-président ;

– Régine Alliet ;

– Jean-Louis Belloche ;

– Olivier Borel ;

– Sylvain Bourdet ;

– Jacques Chevalier ;

– Alain Garafan ;

– Olivier Halbout ;

– Bernard Hulin ;

– Benoît Hulmer ;

– Pia-Maria Robine ;

– Sandrine Lecoq ;

– Christian Legrand ;

– Hubert Leterrier ;

– Maryvonne Ligot ;

– Denis Malbault ;

– Jean Vanryckeghem.

Membres du comité de direction :

– Nicole Gourmelon – Directeur général

– Jean-Luc Catherine – Directeur général adjoint en charge du développement ;

– Jean-Michel Gergely – Directeur général adjoint en charge du fonctionnement ;

– Jean-Yves Batard – Direction des Engagements et Risques depuis le 30 mai 2016 et jusqu'au 23 juin puis Direction des Services Bancaires et des Engagements depuis le 24 juin ;

– Jean-François Benazet – Direction de la Communication et de la Banque en Ligne ;

– Stéphane Binet – Direction des Engagements et Risques jusqu'au 31 mars 2016 et Direction des Entreprises et des Institutionnels depuis le 1^{er} avril 2016 ;

– Matthieu Boraud – Direction du Développement des Ressources Humaines et Direction des Services Bancaires jusqu'au 23 juin puis Direction du Développement des Ressources Humaines et de la Transformation depuis le 24 juin ;

– Eric Felten – Direction des Entreprises et Clientèles Spécialisées jusqu'au 31 mars 2016 et Direction des Finances et des Moyens Logistiques et Technologiques depuis le 1^{er} avril 2016 ;

– Christophe Jacolin-Bufferd – Direction du Marketing et des Marchés de Proximité ;

– Claude Le Bars – Direction Commerciale;

– Nicolas Tavernier – Direction des Finances et des Moyens Logistiques et Technologiques jusqu'au 31 mars 2016.
La rémunération des principaux dirigeants figurent au paragraphe 7.6 sur les rémunérations de dirigeants.

Caisses Locales. — Les présidents des conseils d'administration des Caisses locales figurent au paragraphe 11 sur le périmètre de consolidation.

II. — Etats financiers consolidés

1. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et charges assimilées	4.1	221 236	236 672
Commissions (produits)	4.2	198 905	191 511
Commissions (charges)	4.2	-31 239	-31 307
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	-2 252	-3 601
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4.4-6.4	28 524	20 894
Produits des autres activités	4.5	4 939	2 308
Charges des autres activités	4.5	-3 599	-3 626
Produit net bancaire		416 514	412 851
Charges générales d'exploitation	4.6-7.1-7.4-7.6	-229 411	-226 695
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	4.7	-14 104	-12 573
Résultat brut d'exploitation		172 999	173 583
Coût du risque	4.8	-10 487	-17 683
Résultat d'exploitation		162 512	155 900
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		0	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	903	222
Variations de valeur des écarts d'acquisition		0	
Résultat avant impôt		163 415	156 122
Impôts sur les bénéfices	4.10	-54 469	-51 854
Résultat net d'impôt des activités abandonnées		0	
Résultat net		108 946	104 268
Participations ne donnant pas le contrôle			
Résultat net – part du groupe		108 946	104 268

2. — Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Résultat net		108 946	104 268
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	4.11	-2 877	1 843
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence		-2 877	1 843
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, des entreprises mises en équivalence	4.11		
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11		
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11	581	-634
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		-2 296	1 209
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.11		
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	4.11	1 919	4 060
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.11		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence		1 919	4 060
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables part du Groupe, des entreprises mises en équivalence	4.11		
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.11	664	-12

Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	4.11		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.11	2 583	4 048
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	4.11	287	5 257
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		109 233	109 525
Dont part du Groupe		109 233	109 525
Dont participations ne donnant pas le contrôle			

3. — Bilan.
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, banques centrales	6.1	86 390	95 553
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2-6.8	1 785	8 214
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	16 972	15 479
Actifs financiers disponibles à la vente	6.4-6.8-6.9	1 558 165	989 478
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.1-3.3-6.5	890 017	1 902 937
Prêts et créances sur la clientèle	3.1-3.3-6.5	12 255 958	11 731 269
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6.20	4 818	11 713
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6.6-6.9	421 964	496 435
Actifs d'impôts courants et différés	6.13	45 779	58 677
Comptes de régularisation et actifs divers	6.14	309 772	278 393
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Participation aux bénéfices différée			
Participations dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	6.15	2 403	2 400
Immobilisations corporelles	6.16	111 495	118 894
Immobilisations incorporelles	6.16	3 973	3 550
Ecarts d'acquisition			
Total de l'actif		15 709 491	15 712 992

Passif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Banques centrales	6.1	1	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	182 348	203 791
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	80 062	88 373
Dettes envers les établissements de crédit	3.3-6.10	8 118 882	8 464 930
Dettes envers la clientèle	3.1-3.3-6.10	4 418 856	4 231 175
Dettes représentées par un titre	3.3-6.11	388 615	394 659
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6.20	9 684	5 808
Passifs d'impôts courants et différés	6.13	1 465	3 836
Comptes de régularisation et passifs divers	6.14	288 030	209 442
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Provisions techniques des contrats d'assurance			
Provisions	6.17	45 592	37 607
Dettes subordonnées	3.2-3.3-6.11	10 022	10 021
Total dettes		13 543 557	13 649 642
Capitaux propres		2 165 934	2 063 350
Capitaux propres - part du Groupe		2 165 923	2 063 339
Capital et réserves liées		408 629	406 449
Réserves consolidées		1 629 959	1 534 520

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		18 389	18 102
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées			
Résultat de l'exercice		108 946	104 268
Participations ne donnant pas le contrôle		11	11
Total du passif		15 709 491	15 712 992

4. — Tableau de variation des capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	Part du Groupe							Participations ne donnant pas le contrôle		Capitaux propres consolidés	
	Capital et réserves liées			Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital réserves liées et résultat		Capital réserves consolidées et résultat
	Capital	Primes et Réserves consolidées liées au capital (1)	Total Capital et Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					
Capitaux propres au 1er janvier 2015	192 031	1 754 158	1 946 189	17 015	-4 170	12 845	0	1 959 034	11	11	1 959 045
Augmentation de capital	4 055		4 055			0	0	4 055		0	4 055
Variation des titres autodétenus			0			0	0	0		0	0
Emissions d'instruments de capitaux propres			0			0	0	0		0	0
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres			0			0	0	0		0	0
Dividendes versés en 2015		-9 279	-9 279			0	0	-9 279		0	-9 279
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales			0			0	0	0		0	0
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle			0			0	0	0		0	0
Mouvements liés aux paiements en actions			0			0	0	0		0	0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	4 055	-9 279	-5 224	0	0	0	0	-5 224	0	0	-5 224
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			0	4 048	1 209	5 257	0	5 257		0	5 257
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres hors résultat des entreprises mises en équivalence			0			0	0	0		0	0
Résultat 2015			0			0	104 268	104 268		0	104 268
Autres variations		4	4			0	0	4		0	4
Capitaux propres au 31 décembre 2015	196 086	1 744 883	1 940 969	21 063	-2 961	18 102	104 268	2 063 339	11	11	2 063 350
Affectation du résultat 2015		104 268	104 268			0	-104 268			0	
Capitaux propres au 1er janvier 2016	196 086	1 849 151	2 045 237	21 063	-2 961	18 102	2 063 339	2 063 339	11	11	2 063 350
Augmentation de capital	2 180		2 180			0	0	2 180		0	2 180
Variation des titres autodétenus			0			0	0	0		0	0
Emissions d'instruments de capitaux propres			0			0	0	0		0	0
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres			0			0	0	0		0	0
Dividendes versés en 2016		-9 093	-9 093			0	0	-9 093		0	-9 093
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales			0			0	0	0		0	0
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle			0			0	0	0		0	0
Mouvements liés aux paiements en actions		264	264			0	0	264		0	264
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	2 180	-8 829	-6 649	0	0	0	0	-6 649	0	0	-6 649
Variation des gains et pertes comptabilisés			0	2 583	-2 296	287	0	287		0	287

directement en capitaux propres												
Quote-part dans les variations de Capitaux Propres hors résultat des entreprises mises en équivalence			0			0	0	0		0		0
Résultat 2016			0			0	108 946	108 946		0		108 946
Autres variations			0			0	0	0		0		0
Capitaux propres au 31 décembre 2016	198 266	1 840 322	2 038 588	23 646	-5 257	18 389	2 172 285	2 165 923	11	11		2 165 934

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle.

5. — Tableau des flux de trésorerie.

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie y compris les actifs recensés dans le portefeuille de placements détenus jusqu'à l'échéance.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille « Actifs financiers disponibles à la vente » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Résultat avant impôt	163 415	156 122
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	14 103	12 573
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		0
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	14 353	12 435
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		0
Résultat net des activités d'investissement	-903	-218
Résultat net des activités de financement	525	526
Autres mouvements	4 239	-5 235
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	32 317	20 081
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	541 850	124 069
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-368 081	-313 769
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	15 730	138 425
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	39 567	31 476
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	0	0
Impôts versés	-42 542	-32 339
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	186 524	-52 138
Flux provenant des activités abandonnées		
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	382 256	124 065
Flux liés aux participations (1)	-505 170	-4 252
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-6 338	-8 831
Flux provenant des activités abandonnées		
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	-511 508	-13 083
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)	-6 913	-5 224
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-524	-527
Flux provenant des activités abandonnées		
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	-7 437	-5 751
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	-136 689	105 231
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	366 270	261 039
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (*)	95 553	89 290
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (**)	270 717	171 749
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	229 581	366 270
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (*)	86 389	95 553

Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (**)	143 192	270 717
Variation de la trésorerie nette et des équivalents de trésorerie	-136 689	105 231

(*) Composé du solde net du poste Caisse et banques centrales, hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

(**) Composé du solde des postes Comptes ordinaires débiteurs sains et Comptes et prêts au jour le jour sains tels que détaillés en note 6.5 et des postes Comptes ordinaires créditeurs et Comptes et emprunts au jour le jour tels que détaillés en note 6.10 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole) ;

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période". Au cours de l'année 2016, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie s'élève à 505 170 milliers d'euros, portant notamment sur l'opération d'augmentation de capital de SACAM Mutualisation pour 504,8 millions d'euros

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie à ses actionnaires, à hauteur de 9 093 milliers d'euros minoré de l'augmentation de capital pour 2 180 milliers d'euros pour l'année 2016.

III. — Notes annexes aux états financiers.

1. – Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

1.1. Normes applicables et comparabilité. — En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2016 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2015.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2016 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2016. Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Améliorations des IFRS cycle 2010-2012 :	17 décembre 2014 (UE n° 2015/28)		
IFRS 2 Paiement fondé sur des actions : Reformulation de la définition d'une condition d'acquisition de droits		1er février 2015 (1)	Oui
IFRS 3 Regroupement d'entreprises : Harmonisation sur la comptabilisation d'un ajustement éventuel du prix ; évaluation à la juste valeur des compléments de prix éventuels		1er février 2015 (1)	Oui
IFRS 8 Secteurs opérationnels : Regroupement de secteurs opérationnels et réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs		1er février 2015 (1)	Oui
IAS 16 Immobilisations corporelles et IAS 38 Immobilisations incorporelles : Clarification sur la méthode optionnelle de réévaluation des immobilisations corporelles et incorporelles		1er février 2015 (1)	Oui
IAS 24 Information relative aux parties liées : Modification de la définition d'une partie liée		1er février 2015 (1)	Oui
Amendement IAS 19 Avantages du personnel			
Régimes à prestations définies : précision sur la comptabilisation des cotisations des membres du personnel qui se rattachent aux services rendus mais qui ne dépendent pas du nombre d'années de service	17 décembre 2014 (UE n° 2015/29)	1er février 2015 (1)	Oui
Amendement à IFRS 11 Partenariats			Oui
Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une activité conjointe selon IFRS 3 si les actifs acquis constituent un "business" au sens d'IFRS 3 et non un simple groupe d'actifs	24-nov-15 (UE 2015/2173)	1er janvier 2016	
Amendement à IAS 16 Immobilisations corporelles et IAS 38 Immobilisations incorporelles			Oui
Clarifications sur la méthode d'amortissement fondée sur le revenu (interdite sous IAS 16 et acceptable sous IAS 38)	02-déc-15 (UE 2015/2231)	1er janvier 2016	
Améliorations des IFRS cycle 2012-2014 :			
IFRS 5 Actifs non courants détenus en vue de la vente :		1er janvier 2016	Oui
Précision sur les modifications apportées à un plan de cession lorsqu'un actif non courant destiné à être cédé doit être reclassé en actif non courant destiné à être distribué, et réciproquement	15-déc-15 (UE 2015/2343)		
- IFRS 7 Instruments financiers Informations à fournir :		1er janvier 2016	Oui
Clarification sur le maintien d'implication continue aux contrats de services dont la rémunération dépend de la performance des actifs transférés			

Informations non obligatoires pour les arrêtés intermédiaires sur la compensation des actifs et passifs financiers			
- IAS 19 Avantages au personnel :		1er janvier 2016	Oui
Précision sur le taux de rendement des obligations d'Etat utilisé pour l'actualisation de la dette actuarielle			
IAS 34 Information financière intermédiaire : Clarification sur l'emplacement possible des autres informations à fournir		1er janvier 2016	Oui
Amendement à IAS 1 Présentation des états financiers	18-déc-15		Oui
Objectif d'amélioration de la présentation d'informations	(UE 2015/2406)	1er janvier 2016	
(1) Soit à partir du 1er janvier 2016 dans le Groupe.			

Il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.
Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients Remplacement d'IAS 11 sur la reconnaissance des contrats de construction et d'IAS 18 sur la reconnaissance des produits ordinaires	22 septembre 2016 (UE 2016/1905)	1er janvier 2018	Oui
IFRS 9 Instruments financiers Remplacement d'IAS 39 - Instruments financiers : classification et évaluation, dépréciation, couverture	22 novembre 2016 (UE 2016/2067)	1er janvier 2018	Oui

Norme IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. — La norme *IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 (conformément au règlement UE 2016/1905). L'amendement « Clarification d'IFRS 15 » qui apporte des précisions complémentaires est en cours d'adoption par l'Union européenne et devrait entrer en vigueur à la même date.

Pour la première application de cette norme, le groupe Crédit Agricole a choisi la méthode rétrospective modifiée, en comptabilisant l'effet cumulatif au 01/01/2018, sans comparatif au niveau de l'exercice 2017, et en indiquant en annexe les éventuelles incidences de la norme sur les différents postes des états financiers.

La norme IFRS 15 remplacera les normes IAS 11 Contrats de construction, IAS 18 Produits des activités ordinaires, ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 Programmes de fidélisation de la clientèle, IFRIC 15 Contrats de construction de biens immobiliers, IFRIC 18 Transferts d'actifs provenant de clients et SIC 31 Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité.

Elle regroupe dans un texte unique les principes de comptabilisation des revenus issus des ventes de contrats à long terme, ventes de biens, ainsi que des prestations de services qui n'entrent pas dans le champ d'application des normes relatives aux instruments financiers (IAS 39), aux contrats d'assurance (IFRS 4) ou aux contrats de location (IAS 17). Elle introduit des concepts nouveaux qui pourraient modifier les modalités de comptabilisation de certains revenus du produit net bancaire.

Une étude d'impact de la mise œuvre de la norme dans le groupe Crédit Agricole est en cours de réalisation, avec des premiers résultats attendus début 2017.

Norme IFRS 9 Instruments Financiers. — La norme IFRS 9 Instruments Financiers est appelée à remplacer la norme IAS 39 Instruments financiers. Elle a été adoptée par l'Union européenne le 22 novembre 2016 et publiée au Journal Officiel de l'Union européenne le 29 novembre 2016. Elle entrera en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Les principales évolutions apportées par la norme :

— Classement et évaluation des actifs financiers : Sous IFRS 9, les critères de classement et d'évaluation dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié d'instrument de dette (IE prêt, avance, crédit, titre obligataire, part de fonds) ou d'instruments de capitaux propres (i.e. action). S'agissant des instruments de dettes (prêts et titres à revenus fixes ou déterminables), la norme IFRS 9 s'appuie sur le modèle de gestion d'une part et sur l'analyse des caractéristiques contractuelles d'autre part, pour classer et évaluer les actifs financiers.

— Les trois modèles de gestion :

- Le modèle de pure collecte dont l'intention est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie ;

- Le modèle mixte dont l'intention est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie et de céder l'actif s'il existe une opportunité ;

et

- Le modèle de pure cession dont l'intention est de céder l'actif.

— Les caractéristiques contractuelles (test 'Solely Payments of Principal & Interests' ou test 'SPPI') :

Ce second critère est appliqué aux caractéristiques contractuelles du prêt ou du titre de dette pour en déduire l'éligibilité définitive de l'instrument à une catégorie comptable de classement et d'évaluation.

Lorsque l'instrument de dette a des flux de trésorerie attendus qui ne reflètent pas uniquement des éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts (i.e. taux simple), ses caractéristiques contractuelles sont jugées trop complexes et dans ce cas, le prêt ou le titre de dette est comptabilisé à la juste valeur par résultat quel que soit le modèle de gestion. Sont visés les instruments qui ne respectent pas les conditions du test 'SPPI'.

Sur cet aspect, certains points d'interprétation sont encore à l'étude au niveau de l'IASB. Ainsi, le groupe Crédit Agricole suit attentivement les discussions à l'IASB relatives notamment à certaines indemnités de remboursement anticipé et prendra en compte le cas échéant les conclusions de ces discussions.

Sur la base des critères énoncés ci-dessus :

— Un instrument de dette est comptabilisé au coût amorti à condition d'être détenu en vue d'en percevoir les flux de trésorerie représentatifs uniquement d'éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts respectant le test SPPI.

— Un instrument de dette est comptabilisé à la juste valeur par capitaux propres recyclables à condition d'être dans un modèle mixte de collecte de flux de trésorerie et de revente en fonction des opportunités, sous réserve que ses caractéristiques contractuelles soient également représentatives d'éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts respectant le test SPPI.

– Un instrument de dette qui n'est pas éligible à la catégorie coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables est enregistré en juste valeur par résultat. C'est le cas notamment des instruments de dette dont le modèle de gestion est de pure cession. Cela concerne également les parts d'OPCVM non consolidées qui sont des instruments de dette ne respectant pas le test SPPI indépendamment du modèle de gestion.

S'agissant des instruments de capitaux propres (investissements de type actions), ils doivent être, par défaut, comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction).

En synthèse, l'application du volet classement et évaluation d'IFRS 9 devrait conduire à une augmentation de la part des instruments financiers – OPCVM et instruments de capitaux propres – valorisés à la juste valeur par résultat. Globalement, les prêts et créances respectent le test SPPI et resteront au coût amorti.

— Dépréciation : La norme IFRS 9 instaure un nouveau modèle de dépréciation qui exige de comptabiliser les pertes de crédit attendues ('Expected Credit Losses' ou 'ECL') sur les crédits et les instruments de dette évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, sur les engagements de prêts et sur les contrats de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur, ainsi que sur les créances résultant de contrats de location et créances commerciales.

Cette nouvelle approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues alors que dans le modèle de provisionnement d'IAS 39, elle est conditionnée par la constatation d'un événement objectif de perte avérée.

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuelles et ceux attendus (incluant le principal et les intérêts).

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (Point in Time) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (Forward Looking), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (Through The Cycle) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (downturn) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ('Loss Given Default' ou 'LGD').

Le nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes :

– 1^{ère} étape : dès la comptabilisation initiale de l'instrument (prêt, titre de dette, garantie ...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;

– 2^{ème} étape : dans un deuxième temps, si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes prévues sur sa durée de vie ;

– 3^{ème} étape : dans un troisième temps, dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité.

Concernant la deuxième étape, le suivi et l'estimation de la dégradation significative du risque de crédit peuvent être effectués sur une base individuelle de niveau transactionnel ou sur une base collective de niveau portefeuille en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques communes de risque de crédit. La démarche repose sur l'utilisation d'un large éventail d'informations, incluant des données historiques de pertes observées, des ajustements de nature conjoncturelle et structurelle, ainsi que des projections de pertes établies à partir de scénarii raisonnables.

Cette dégradation dépend du niveau de risque à la date de comptabilisation initiale et doit être constatée avant que la transaction ne soit dépréciée (3^{ème} phase).

Afin d'apprécier la dégradation significative, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie s'inscrit dans le processus du groupe Crédit Agricole fondé sur deux niveaux d'analyse :

– Un premier niveau dépendant de règles et de critères absolus et relatifs qui s'imposent à l'ensemble des entités du Groupe ;

– Un deuxième niveau lié à l'appréciation en local de critères qualitatifs du risque porté par le Groupe sur ses portefeuilles pouvant conduire à durcir les critères de dégradation définis en premier niveau (basculer d'un portefeuille ou sous-portefeuille en phase 2 d'ECL à maturité).

Il existe une présomption réfutable de dégradation significative en présence d'un impayé de plus de trente jours. Le Groupe pourra réfuter cette présomption sur le périmètre des encours pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits, en particulier les expositions suivies en méthodes avancées, considérant que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayés de plus de trente jours.

En l'absence de modèle de notation interne, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie retiendra le seuil absolu d'impayés supérieur à trente jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en deuxième phase.

Concernant le périmètre des instruments entrant dans la troisième étape de provisionnement, le Groupe alignera la définition de la défaillance avec celle du défaut actuellement utilisée en gestion pour des fins réglementaires.

Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

– Un arriéré de paiement généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;

– L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

En synthèse, le nouveau modèle de provisionnement d'IFRS 9 pourrait conduire à une augmentation du montant des dépréciations sur les prêts et titres comptabilisés au bilan au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables, et sur les engagements hors bilan ainsi que sur les créances résultant de contrats de location et les créances commerciales.

— Comptabilité de couverture : Sur la comptabilité de couverture (hors opérations de macro-couverture de juste valeur), la norme IFRS 9 prévoit des évolutions limitées par rapport à IAS 39. Les dispositions de la norme s'appliquent au périmètre suivant :

– Toutes les opérations de micro-couverture ; et

– Les opérations de macro-couverture de flux de trésorerie uniquement.

Les opérations de macro-couverture de Juste Valeur de risque de taux sont exclues et peuvent rester dans le champ d'IAS 39 (option).

Lors de la première application de la norme IFRS 9, deux possibilités sont offertes par la norme :

– Appliquer le volet « couverture » IFRS 9 ; ou

– Maintenir IAS 39 jusqu'à l'application d'IFRS 9 pour l'ensemble des relations de couverture (au plus tard lorsque le texte macro-couverture de Juste Valeur de taux sera adopté par l'Union européenne).

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie n'appliquera pas ce volet de la norme.

Toutefois, des informations devront être fournies dans les annexes aux états financiers avec une granularité accrue sur la gestion des risques et les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers.

La norme IFRS 9 permet d'appliquer de manière anticipée les dispositions relatives au risque de crédit propre des passifs financiers désignés en juste valeur par résultat sur option, à savoir la reconnaissance des variations de valeur liées au risque de crédit propre en autres éléments du résultat global non recyclables. A ce stade, conformément à l'orientation du Groupe, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie n'envisage pas d'appliquer par anticipation ces dispositions.

— Le déploiement du projet dans le groupe Crédit Agricole

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie fait partie intégrante du projet Groupe qui s'est organisé pour mettre en œuvre la norme IFRS 9 dans les délais requis, en associant l'ensemble des fonctions comptables, finances, risques et informatiques.

Les étapes du projet et les réalisations à date

Au premier semestre 2015, les travaux ont porté sur :

- L'analyse des dispositions de la norme, avec une attention particulière sur les changements induits par les nouveaux critères de classement et d'évaluation des actifs financiers et par la refonte du modèle de dépréciation du risque de crédit qui requiert de passer d'un provisionnement de pertes de crédit avérées à un provisionnement de pertes de crédit attendues (ECL) ;
- L'identification des questions clés et des principaux sujets d'interprétation comptable à partir des premiers macro-chiffrages des impacts de la norme.

Après cette étape d'analyse et de diagnostic, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a pris part à la phase de mise en œuvre du projet à partir de septembre 2015.

Par ailleurs, depuis le début de l'année 2016, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a été associée aux principales réalisations qui ont concerné :

- Les chantiers normatifs avec l'identification des principaux impacts sur les états financiers et la définition du processus cible de provisionnement du Groupe qui s'est concrétisé par la rédaction d'un cadre méthodologique commun ;
- Les chantiers méthodologiques Groupe de définition des options possibles concernant la formule de calcul des provisions, la dégradation significative et le forward looking, ainsi que la méthodologie de calcul de la juste valeur des crédits ;
- Des simulations provisoires des impacts de la nouvelle norme sur les états financiers et les fonds propres prudentiels, notamment pour répondre au mieux aux demandes de l'Autorité Bancaire Européenne au niveau du groupe Crédit Agricole. Ces travaux ont été effectués sur la base des données comptables au 31/12/2015 de niveau Groupe ;
- Les chantiers informatiques avec des impacts majeurs dans les systèmes d'information, impliquant des travaux de spécifications sur les outils Risques et Finance et des choix d'outils mutualisés, à savoir : un outil central de provisionnement et pour les titres de dettes côtés un outil d'analyse des caractéristiques contractuelles permettant l'industrialisation du test SPPI.

L'ensemble de ces travaux de déploiement se poursuivront en 2017 et intégreront des chiffrages d'impact sur la base des états financiers au 31 décembre 2016 afin de répondre notamment à la demande de l'Autorité Bancaire Européenne (EBA).

— Transition : La norme IFRS 9 est d'application rétrospective et obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 en ajustant le bilan d'ouverture en date de première application, sans l'obligation de retraiter les états financiers de la période comparative 2017. En conséquence, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie ne prévoit pas de retraiter les états financiers présentés en comparaison avec ceux de l'année 2018.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2016 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2016.

Cela concerne en particulier la norme IFRS 16.

La norme IFRS 16 Contrats de location remplacera la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location,

SIC 15 Avantages dans les contrats de location et SIC 27 Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location). Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 imposera pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Une étude d'impact de la mise en œuvre de la norme dans le groupe Crédit Agricole sera réalisée en 2017 afin d'en évaluer les principaux enjeux.

Par ailleurs, trois amendements à des normes existantes ont été publiés par l'IASB, sans enjeu majeur pour le Groupe : il s'agit des amendements à IAS 7 Etat des flux de trésorerie, à IAS 12 Impôts sur le résultat, applicables au groupe Crédit Agricole S.A. au 1^{er} janvier 2017 tandis que l'amendement à IFRS 2 Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions sera applicable au 1^{er} janvier 2018, ces dates seront confirmées après adoption de ces textes par l'Union européenne.

1.2. Format de présentation des états financiers. — En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie utilise les formats des documents de synthèse (bilan, compte de résultat, état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, tableau de variation des capitaux propres, tableau des flux de trésorerie) préconisés par la recommandation ANC n° 2013-04 du 07 novembre 2013.

1.3. Principes et méthodes comptables :

Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers. — De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- les participations non consolidées ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- les dépréciations des créances ;
- les provisions ;
- les actifs d'impôts différés ;

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

Instruments financiers (IAS 32 et 39). — Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par la Commission européenne.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les coûts de transaction (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat). Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit à leur juste valeur, soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Titres à l'actif :

— Classification des titres à l'actif : Les titres sont classés selon les quatre catégories d'actifs applicables aux titres définis par la norme IAS 39 :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- prêts et créances ;
- actifs financiers disponibles à la vente.

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option : Selon la norme IAS 39, ce portefeuille comprend les titres dont le classement en actif financier à la juste valeur par résultat résulte, soit d'une réelle intention de transaction – affectation par nature, soit d'une option prise par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie.

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage.

La comptabilisation d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, quant à elle, pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupe d'actifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur. Cette comptabilisation est généralement utilisée pour éviter de comptabiliser et évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides.

A ce titre, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a utilisé cette comptabilisation à la juste valeur par option principalement pour éviter de comptabiliser et évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides sur des titres BMTN et EMTN.

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie de titres ne fait pas l'objet de dépréciations.

— Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance : La catégorie Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (applicable aux titres à maturité définie) est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance, autres que :

- ceux que la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a désignés lors de leur comptabilisation initiale comme des actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat ;
- ceux qui répondent à la définition des prêts et créances. Ainsi, les titres de dettes non cotés sur un marché actif ne peuvent pas être classés dans la catégorie des Actifs détenus jusqu'à l'échéance.

Le classement dans cette catégorie entraîne l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance, sauf exceptions prévues par la norme IAS 39.

La couverture du risque de taux pour cette catégorie de titres n'est pas éligible à la comptabilité de couverture définie par la norme IAS 39.

Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti avec amortissement de la surcote/décote et des frais de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres » pour les titres évalués au coût amorti.

— Prêts et créances : La catégorie Prêts et créances enregistre les actifs financiers non cotés sur un marché actif à revenus fixes ou déterminables.

Les titres du portefeuille Prêts et créances sont comptabilisés initialement pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti avec amortissement de la surcote / décote et des frais de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres » pour les titres évalués au coût amorti.

— Actifs financiers disponibles à la vente : La catégorie Actifs financiers disponibles à la vente est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut ou par désignation.

Les titres classés en Actifs financiers disponibles à la vente sont initialement comptabilisés à la juste valeur, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Les titres classés en Actifs financiers disponibles à la vente sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres ».

Valorisation des titres SAS Rue La Boétie : L'ensemble des Caisses régionales de Crédit Agricole détient la totalité du capital de SAS Rue La Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50 % des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A.

La fixation de paramètres permettant de refléter l'ensemble des droits et obligations attachés à la détention des titres SAS Rue La Boétie est complexe et ne permet pas de déterminer une juste valeur fiable au sens de la norme IAS 39. Cela concerne des éléments tels que :

- La stabilité capitalistique du Groupe qui permet d'assurer le contrôle collectif et permanent des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A. ;
- La couverture des risques de liquidité et de solvabilité des Caisses régionales ;
- Les relations économiques et financières internes au groupe Crédit Agricole ;
- La mise en commun de moyens ; et
- La valorisation, le développement et l'utilisation de la marque Crédit Agricole.

En conséquence, et en application de l'exception prévue par la norme IAS 39, les titres SAS Rue La Boétie sont valorisés à leur coût dans les comptes des Caisses régionales. Les titres font l'objet d'un test de dépréciation annuel et, le cas échéant, en cas d'indice de pertes de valeur (cf. partie principes et méthodes comptables – dépréciation des titres).

— Dépréciation des titres : Une dépréciation doit être constatée lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus après l'acquisition des titres autres que ceux classés en juste valeur par résultat. Constitue un indice objectif de perte une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dettes. Pour les titres de capitaux propres, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie utilise des critères quantitatifs comme indicateurs de dépréciation potentielle. Ces critères quantitatifs reposent principalement sur une perte de l'instrument de capitaux propres de 30 % au moins de sa valeur sur une période de 6 mois consécutifs. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie prend également en considération des facteurs de type difficultés financières de l'émetteur, perspectives à court terme etc. Au-delà de ces critères, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie constate une dépréciation en cas de baisse de valeur supérieure à 50 % ou observée pendant plus de 3 ans.

Valorisation des titres SAS Rue La Boétie : Les titres SAS Rue la Boétie, valorisés au coût, font systématiquement l'objet d'un test de dépréciation annuel et en cas d'indices de pertes de valeurs.

A titres d'exemples, les situations suivantes pourraient être considérées comme des indications objectives de dépréciation (à apprécier en fonction de leur significativité) :

- Annonce d'un plan de restructuration ou de cession sur le périmètre Groupe Crédit Agricole S.A. ;
- Baisse du cours de l'action Crédit Agricole S.A. ;
- Diminution de l'actif net consolidé de Crédit Agricole S.A. ;
- Constatation d'un résultat net déficitaire ;
- Dégradation de la notation de Crédit Agricole S.A. ...

Une dépréciation sera enregistrée en résultat dès lors que la valeur comptable du titre sera supérieure à une valeur de référence déterminée sur une approche multicritère fondée sur des paramètres de marché visant à établir une valeur des flux de trésorerie futures attendus actualisés au taux qui serait retenu par le marché pour un actif similaire conformément au paragraphe 66 d'IAS 39. Cette approche combine une valorisation des flux futurs attendus des différentes activités du Groupe actualisés à un taux de marché, une valorisation de l'actif net du Groupe, une valorisation des activités du Groupe par référence à des prix de transactions observés récemment sur des activités similaires, une valorisation fondée sur le cours de bourse de Crédit Agricole S.A. complété d'une prime de contrôle et, le cas échéant une valorisation par référence aux transactions internes.

Pour les titres de dettes, les critères de dépréciation sont ceux qui s'appliquent aux prêts et créances.

La constatation de cette dépréciation ne se fait que dans la mesure où elle se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi :

- pour les titres évalués au coût amorti via l'utilisation d'un compte de dépréciation, le montant de la perte étant comptabilisé au compte de résultat, avec une reprise possible en cas d'amélioration ultérieure,
- pour les titres disponibles à la vente par un transfert en résultat du montant de la perte cumulée sortie des capitaux propres, avec possibilité, en cas d'amélioration ultérieure de la valeur des titres, de reprendre par le résultat la perte précédemment transférée en résultat lorsque les circonstances le justifient pour les instruments de dettes.

— Date d'enregistrement des titres : Les titres classés dans les catégories Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et Prêts et créances sont enregistrés à la date de règlement livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés sont enregistrés à la date de négociation.

Reclassements d'actifs financiers. — Conformément à IAS 39, il est autorisé d'opérer des reclassements de la catégorie Actifs financiers disponibles à la vente vers la catégorie Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance en cas de changement d'intention de gestion et si les critères de reclassement en HTM sont respectés.

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union européenne en octobre 2008, il est également autorisé d'opérer les reclassements suivants :

- des catégories Actifs financiers détenus à des fins de transaction et Actifs financiers disponibles à la vente vers la catégorie Prêts et créances, si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés à la date de transfert (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;
- dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie Actifs financiers détenus à des fins de transaction vers les catégories Actifs financiers disponibles à la vente ou Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, si les critères d'éligibilité sont respectés à la date de transfert pour chacun des deux postes.

La juste valeur à la date de reclassement devient le nouveau coût ou le nouveau coût amorti, selon le cas, de l'actif financier reclassé.

Aucun reclassement n'a été réalisé par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie sur 2016.

Activité de crédits. — Les crédits sont affectés principalement à la catégorie Prêts et créances. Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs à l'encours net d'origine. Ce taux inclut les décotes ainsi que les produits et coûts de transaction intégrables au taux d'intérêt effectif, le cas échéant.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les revenus calculés sur la base du taux d'intérêt effectif sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

— Dépréciations de créances : Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en Prêts et créances sont dépréciées lorsqu'elles présentent une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements de perte intervenus après la réalisation de ces créances, tel que :

- des difficultés financières importantes du débiteur ;
- une rupture de contrat telle qu'un défaut de paiement des intérêts ou du capital ;
- l'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une facilité que le prêteur n'aurait pas envisagée dans d'autres circonstances (restructuration de prêts) ;
- une probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur.

Les dépréciations peuvent être réalisées sur base individuelle, sur base collective, ou sous forme de décotes sur prêts restructurés pour cause de défaillance du client.

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sont inscrites en coût du risque ; l'augmentation de la valeur comptable des créances du fait de la désactualisation de la dépréciation et de l'amortissement de la décote des créances restructurées est inscrite dans la marge d'intérêts.

L'évaluation d'une dépréciation sur base actualisée est estimée en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment économiques ou sectoriels. Il est possible que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent de façon significative des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution du montant de la dépréciation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— Dépréciations sur base individuelle : Le risque de perte avéré est tout d'abord examiné sur les créances prises individuellement. Les pertes prévisibles sont ainsi appréhendées à travers l'enregistrement de dépréciations individuelles portant sur des créances de toute nature, même assorties

de garanties, présentant une indication objective de dépréciation. Le montant des dépréciations correspond à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.
Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

— Dépréciations sur base collective : Les séries statistiques et historiques des défaillances clientèle du Groupe démontrent l'existence de risques avérés de non recouvrement partiel sur les encours non dépréciés sur base individuelle. Afin de couvrir ces risques par nature non individualisés, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a constaté à l'actif de son bilan, selon des modèles élaborés à partir de ces séries statistiques, diverses dépréciations sur bases collectives. Elles sont déterminées par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.

Dépréciations calculées à partir de modèles bâlois : Dans le cadre de la réglementation bâloise, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie détermine, à partir d'outils et de bases statistiques, un montant de pertes attendues à horizon d'un an, en fonction de multiples critères d'observation qui répondent à la définition de l'événement de perte au sens de la norme IAS 39.

L'évaluation de la dépréciation fait appel à la probabilité de défaillance affectée à chaque classe de notation attribuée aux emprunteurs mais fait également appel au jugement expérimenté de la Direction.

Le montant de cette dépréciation est obtenu par l'application au montant de pertes attendues calculé selon les modèles bâlois, d'un coefficient correcteur de passage à maturité, destiné à prendre en compte la nécessité de constituer des dépréciations sur les pertes attendues jusqu'au terme du contrat.

— Restructurations de créances : Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et, depuis le 1^{er} janvier 2014, les créances saines, au moment de la restructuration.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, qui peut notamment provenir du report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine.

Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La perte constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

Les crédits restructurés font l'objet d'un suivi en fonction de la notation conforme aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Ils sont dépréciés individuellement au plus tard au bout de 30 jours d'impayés.

Les crédits restructurés restent classés dans cette catégorie pendant une période de deux ans (trois ans s'ils étaient en défaut au moment de la restructuration).

— Encours en souffrance : Les encours en souffrance sont des encours pour lesquels ont été constatés des arriérés de paiement n'entraînant pas pour autant une dépréciation sur base individuelle (encours sensibles sous surveillance).

— Renégociations commerciales : Les créances renégociées pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisées en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à cette date à leur juste valeur puis ultérieurement au coût amorti à partir du taux d'intérêt effectif déterminé selon les conditions du nouveau contrat.

— Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20) : Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole S.A. accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. En conséquence, il n'est pas constaté de décote sur les prêts qui bénéficient de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées sous la rubrique Intérêts et produits assimilés et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

Passifs financiers. — La norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne reconnaît trois catégories de passifs financiers :

— les passifs financiers évalués par nature en juste valeur en contrepartie du compte de résultat. Les variations de juste valeur de ce portefeuille impactent le résultat aux arrêts comptables ;

— les passifs financiers évalués sur option en juste valeur, en contrepartie du compte de résultat. La comptabilisation de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupes de passifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur. Cette comptabilisation est généralement utilisée pour éviter de comptabiliser et évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides ;

— les autres passifs financiers : cette catégorie regroupe tous les autres passifs financiers. Ce portefeuille est enregistré en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis est comptabilisé ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La valorisation des émissions comptabilisées à la juste valeur intègre la variation du risque de crédit propre du Groupe.

Titres au passif :

— Distinction dettes – capitaux propres : La distinction entre instrument de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance économique des dispositifs contractuels.

Un instrument de dettes constitue une obligation contractuelle :

- de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou ;
- d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un contrat qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

Produits de la collecte. — Les produits de la collecte sont comptabilisés en totalité dans la catégorie des Dettes envers la clientèle malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.21 "Provisions".

Instruments dérivés. — Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers et sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. A chaque arrêté comptable, ces dérivés sont évalués à leur juste valeur qu'ils soient détenus à des fins de transaction ou qu'ils entrent dans une relation de couverture.

La contrepartie de la réévaluation des dérivés au bilan est enregistrée en résultat (sauf dans le cas particulier de la relation de couverture de flux de trésorerie).

— La comptabilité de couverture : La couverture de juste valeur a pour objet de se protéger contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé.

La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition à la variabilité des flux de trésorerie futurs sur des instruments financiers associés à un actif ou à un passif comptabilisé (par exemple, à tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ou à une transaction prévue hautement probable.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole S.A. privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*).

De plus, le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts.

La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé se fait de la façon suivante :

– couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;

– couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite reclassés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement.

– couverture de juste valeur : seul l'instrument de couverture continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à sa classification. Pour les titres disponibles à la vente, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts.

– couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que l'élément couvert affecte le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est donc amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts.

— Dérivés incorporés : Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers. — La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit. C'est notamment le cas du calcul de CVA/DVA.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif. En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques de valorisation utilisant des données observables ou non observables.

— Juste valeur des émissions structurées : Conformément à la norme IFRS 13, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie valorise ses émissions structurées comptabilisées à la juste valeur en prenant comme référence le spread émetteur que les intervenants spécialisés acceptent de recevoir pour acquérir de nouvelles émissions du Groupe.

— Risque de contrepartie sur les dérivés : La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debt Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du groupe Crédit Agricole, le DVA les pertes attendues sur le groupe Crédit Agricole du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

— Hiérarchie de la juste valeur : La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation

– Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs.

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le London Stock Exchange, le New York Stock Exchange...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie tient des cours mid-price comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

– Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1.

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;

- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marchés observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

– Niveau 3: justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

Absence de technique de valorisation reconnue pour déterminer la juste valeur d'un instrument de capitaux propres.

Conformément aux principes d'IAS 39, si aucune technique ne peut donner satisfaction, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » car sa juste valeur ne peut pas être déterminée de manière fiable. Dans ce cas, le Groupe ne communique pas de juste valeur, conformément aux préconisations de la norme IFRS 7 en vigueur. Pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie, cela concerne le titre SAS Rue la Boétie, titre de participation de société non cotée sur un marché actif dont la détermination d'une juste valeur fiable est difficile.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers :

— Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat : Pour les instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

— Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente :

Pour les actifs financiers disponibles à la vente, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des titres à revenu fixe et à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les pertes de valeur des titres à revenu variable ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente lorsque l'élément couvert est cédé ;
- les résultats de cession ou de rupture des prêts et des créances, des titres détenus jusqu'à l'échéance dans les cas prévus par la norme IAS 39.

Compensation des actifs et passifs financiers. — Conformément à la norme IAS 32, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

Cet effet de compensation est présenté dans le tableau de la note 6.12 relative à l'amendement d'IFRS 7 sur les informations à fournir au titre des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers.

Garanties financières données. — Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance aux termes initiaux ou modifiés de l'instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- celui déterminé conformément aux dispositions de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » ; ou
- le montant initialement comptabilisé, diminué le cas échéant des amortissements comptabilisés selon la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires ».

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IAS 39 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IAS 37.

Décomptabilisation des instruments financiers. — Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative et qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Provisions (IAS 37 et 19). — La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux ;
- les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction ;
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêt des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.17 "Provisions".

Avantages au personnel (IAS 19). — Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participations et primes, sont ceux dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus ;
- les avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies.

Avantages à long terme. — Les avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différés versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

Avantages postérieurs à l'emploi :

- Régimes à prestations définies : La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraite peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs (cf. note 7.4 "Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies").

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la Direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19 révisé La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Le montant de la provision est égal à :

– la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;

– diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique Provisions. Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique Provisions. Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départs anticipés signés par les entités du groupe Crédit Agricole qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique Provisions.

— Régimes à cotisations définies : Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Impôts courants et différés. — Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Celle-ci définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par l'entité peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

– la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;

– la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.

Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par l'entité au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction de celles-ci.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007 (à l'exception d'une quote-part de 12 % de la plus-value, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent-elles une différence temporelle donnant lieu à constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part.

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

– soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;

– soit par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

– l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et

– les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale :

a) soit sur la même entité imposable,

b) soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

Cependant, en raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du CGI) en déduction des charges de personnel.

Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40). — Le groupe Crédit Agricole S.A. applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le groupe Crédit Agricole S.A. suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 40 ans
Second œuvre	20 à 25 ans
Installations techniques	10 à 20 ans
Agencements	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 6 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	5 à 10 ans (dégressif ou linéaire)
Mobilier	7 à 10 ans

Les amortissements dérogatoires, qui correspondent à des amortissements fiscaux et non à une dépréciation réelle de l'actif, sont annulés dans les comptes consolidés.

Les éléments dont dispose la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie sur la valeur de ses immobilisations amortissables lui permettent de conclure que les tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification des valeurs inscrites au bilan.

Opérations en devises (IAS 21). — En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires et non monétaires.

A la date d'arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole S.A. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte deux exceptions :

— sur les actifs financiers disponibles à la vente, seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres ;

— les écarts de change sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en capitaux propres.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon la nature de ces éléments :

— les éléments au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction ;

— les éléments à la juste valeur sont mesurés au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

— en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;

— en capitaux propres si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres.

Commissions sur prestations de services (IAS 18). — Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent :

— les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif ;

— lorsque le résultat d'une transaction faisant intervenir une prestation de services peut être estimé de façon fiable, le produit des commissions associé à cette transaction est comptabilisé dans la rubrique Commissions et en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture :

a) les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées uniquement si l'ensemble des conditions suivantes sont respectées :

i) le montant des commissions peut être évalué de façon fiable,

ii) il est probable que les avantages économiques associés à la prestation iront à l'entreprise,

iii) le degré d'avancement de la prestation peut être évalué de façon fiable, et les coûts encourus pour la prestation et les coûts pour achever celle-ci peuvent être évalués de façon fiable ;

b) les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont, quant à elles, étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue.

Contrats de location (IAS 17). — Conformément à la norme IAS 17, les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location simple, soit en opérations de location financière.

S'agissant d'opérations de location financière, elles sont assimilées à une acquisition d'immobilisation par le locataire, financée par un crédit accordé par le bailleur.

Dans les comptes du bailleur, l'analyse de la substance économique des opérations conduit à :

— constater une créance financière sur le client, amortie par les loyers perçus ;

— décomposer les loyers entre, d'une part les intérêts et, d'autre part l'amortissement du capital, appelé amortissement financier ;

— constater une réserve latente nette. Celle-ci est égale à la différence entre :

a) l'encours financier net : dette du locataire constituée du capital restant dû et de l'amortissement financier relatif à la période comprise entre la date de dernière échéance et la clôture de l'exercice ;

b) la valeur nette comptable des immobilisations louées ;

c) la provision pour impôts différés.

Dans les comptes du locataire, les contrats de location-financement font l'objet d'un retraitement qui conduit à la comptabilisation comme s'ils avaient été acquis à crédit, par la constatation d'une dette financière, l'enregistrement du bien acheté à l'actif de son bilan et l'amortissement de celui-ci.

En conséquence, dans le compte de résultat, la dotation théorique aux amortissements (celle qui aurait été constatée si le bien avait été acquis) ainsi que les charges financières (liées au financement du crédit) sont substituées aux loyers enregistrés. S'agissant d'opérations de location simple, le preneur comptabilise les charges de paiement et le bailleur enregistre les produits réciproques correspondant aux loyers, ainsi que les biens loués à son actif.

1.4. Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

Périmètre de consolidation. — Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie dispose d'un pouvoir de contrôle, de contrôle conjoint ou d'une influence notable.

Consolidation des Caisses régionales. — Les normes de consolidation existant dans le référentiel international, sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existent, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole de Normandie représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politique commerciale communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de Normandie et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

Notions de contrôle. — Conformément aux normes internationales, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle exclusif sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie est exposée ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation du pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysés afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquels donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

Exclusions du périmètre de consolidation. — Conformément aux dispositions prévues par les normes IAS 28 §18, les participations minoritaires détenues par des entités de capital-risque sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat soit par nature soit sur option. Les filiales détenues à 100% que sont SAS SOFINORMANDIE et la SAS Normandie Immobilier (Square Habitat) ne sont pas consolidées bien que détenues à 100% car leur contribution serait non significative tant au niveau du résultat que du bilan.

Méthodes de consolidation. — Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et IAS 28 révisée. Elles résultent de la nature du contrôle exercé la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

— l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie;

— la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et sous contrôle conjoint.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un « écart d'acquisition » complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

Retraitements et éliminations. — Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

2. – Principales opérations de structure et événements significatifs de la période.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2016 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 12 "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2016".

Opération de simplification capitalistique du groupe Crédit Agricole. — L'opération de simplification du groupe Crédit Agricole annoncée le 17 février 2016 a été réalisée le 3 août 2016. L'essentiel des Certificats Coopératifs d'Investissement (« CCI ») et les Certificats Coopératifs d'Associé (« CCA ») détenus par Crédit Agricole S.A. ont été cédés dans une holding (« SACAM Mutualisation ») conjointement détenue par les Caisses régionales. Le prix de cession fixé initialement sur un multiple des capitaux propres IFRS consolidés retraités des Caisses régionales de Crédit Agricole arrêtés au 31 décembre 2015, soit 18,025 milliards d'euros, a fait l'objet d'un ajustement pour tenir compte de l'évolution des capitaux propres IFRS consolidés retraités des Caisses régionales entre le 31 décembre 2015 et le 30 juin 2016. Cet ajustement s'élève à 517 millions d'euros de sorte que le prix final de cession des CCI et CCA transférés par Crédit Agricole S.A. à SACAM Mutualisation (filiale à 100% des Caisses régionales), s'élève à 18,542 milliards d'euros. Le financement de « SACAM Mutualisation » a été réalisé via un apport en capital des Caisses régionales (souscription par chacune des Caisses régionales à une augmentation de capital de SACAM Mutualisation lui permettant d'acquérir les CCI/CCA détenus par Crédit Agricole SA). Dans ce cadre, la Caisse régionale a participé à l'augmentation de capital de SACAM Mutualisation pour un montant de 505 millions d'euros. Des prêts seniors de Crédit Agricole SA à hauteur de 11 milliards d'euros au taux de 2,15% ont été consentis aux Caisses régionales pour financer une partie de l'augmentation de capital de « SACAM Mutualisation », dont 299 millions d'euros en faveur de la Caisse régionale.

Cette opération s'inscrit dans une optique de simplification de la structure du Groupe, d'accroissement de la mutualisation des résultats des Caisses régionales et permet le maintien et le renforcement de la solidarité économique entre les Caisses régionales qui existait déjà indirectement au travers de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales et de la garantie Switch CCI/CCA.

Post opération, la Caisse régionale conserve un niveau de solvabilité extrêmement solide. Sa réalisation entraine le débouclage de la garantie Switch avec effet au 1er juillet 2016 pour sa composante couvrant les CCI/CCA et le remboursement du dépôt auprès de Crédit Agricole SA relatif à cette garantie (5 milliards d'euros pour l'ensemble des Caisses régionales et 148 millions d'euros pour la Caisse régionale).

Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch). — Suite à l'opération de simplification de la structure du Groupe qui s'est traduite par la cession des participations CCI/CCA détenues par Crédit Agricole S.A. à une société intégralement détenue par les Caisses régionales, SACAM Mutualisation, Crédit Agricole S.A. n'est plus actionnaire des Caisses régionales à l'issue de l'opération ; celle-ci s'est donc accompagnée de la signature de deux avenants à la Convention Cadre de la garantie Switch respectivement signés le 17 février (avenant n°2) et le 21 juillet (avenant n°3) et mettant notamment fin à la garantie sur les CCI/CCA.

Ce dispositif ainsi modifié a pris effet le 1er juillet 2016 et permet désormais de transférer aux Caisses régionales uniquement les exigences prudentielles des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA) dans la limite d'un plafond contractuel : on parle donc désormais des Switch Assurance.

La bonne fin du dispositif reste sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A. et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de valeur globale de mise en équivalence des participations susvisées moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnisation compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement en cas de hausse ultérieure de la valeur globale de mise en équivalence globale, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, peut restituer les indemnisations préalablement perçues.

3. – Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture.

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie est assurée par la Direction contrôle permanent. Cette direction est rattachée au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent désormais dans le rapport de gestion, chapitre « Facteurs de risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

3.1. Risque de crédit (cf. Rapport de gestion page 21)

Exposition maximale au risque de crédit. — L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur brute comptable, nette de tout montant compensé et de toute perte de valeur comptabilisée.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	1 785	8 214
Instruments dérivés de couverture	16 972	15 479
Actifs disponible à la vente (hors titres à revenu variable)	391 186	357 036
Prêts, créances et dépôts de garantie sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	11 379	10 239
Prêts, créances et dépôts de garantie sur la clientèle	12 336 210	11 798 875

Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance	421 964	496 435
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)	13 179 496	12 686 278
Engagements de financement donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	1 077 766	989 869
Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)	196 136	158 161
Provisions - Engagements par signature	-3 063	-3 436
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	1 270 839	1 144 594
Exposition maximale au risque de crédit	14 450 335	13 830 872

Le montant des garanties et autres rehaussements de crédits reçus s'élèvent à :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)		
Prêts et créances sur la clientèle	224 088	220 357
Engagements de financement donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)		
Engagements de garantie donnés (hors opérations internes au Crédit Agricole)		

La présentation de diverses concentrations de risques permet de donner une information sur la diversification de cette exposition aux risques.

Concentrations par agent économique de l'activité de crédit :

— Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administration générale	981 482				981 482
Banques centrales	0				0
Etablissements de crédit	11 379				11 379
Grandes entreprises	1 886 786	88 786	64 541	8 839	1 813 406
Clientèle de détail	9 662 115	210 927	149 315	51 730	9 461 070
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	12 541 762	299 713	213 856	60 569	12 267 337

(1) Dont encours restructurés pour 66 212 milliers d'euros.

(En milliers d'Euros)	31/12/2015				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administration générale	1 105 071			19	1 105 052
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	10 239				10 239
Grandes entreprises	1 879 791	107 538	74 505	10 038	1 795 248
Clientèle de détail	9 028 649	197 276	138 622	59 058	8 830 969
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	12 023 750	304 814	213 127	69 115	11 741 508

(1) Dont encours restructurés pour 92 589 milliers d'euros.

— Engagements donnés en faveur de la clientèle par agent économique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Engagements de financement en faveur de la clientèle :		
Administration générale	37 152	44 863
Grandes entreprises	390 055	373 318
Clientèle de détail	650 559	571 688
Total Engagements de financement	1 077 766	989 869
Engagements de garantie en faveur de la clientèle		

Administration générale		
Grandes entreprises	182 137	140 653
Clientèle de détail	16 868	19 788
Total Engagements de garantie	199 005	160 441

— Dettes envers la clientèle par agent économique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Administration générale	19 652	17 856
Grandes entreprises	1 661 418	1 469 628
Clientèle de détail	2 737 786	2 743 691
Total Dettes envers la clientèle	4 418 856	4 231 175

Concentrations par zone géographique de l'activité de crédit :

— Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
France (y compris DOM-TOM)	12 468 526	297 629	212 401	60 333	12 195 792
Autres pays de l'Union européenne	53 873	2 077	1 452	223	52 198
Autres pays d'Europe	2 338	4	1	6	2 331
Amérique du Nord	3 813	2	1	1	3 811
Amériques centrale et du Sud	143				143
Afrique et Moyen-Orient	3 762	1	1		3 761
Asie et Océanie (hors Japon)	9 010			6	9 004
Japon	297				297
Organismes supranationaux					0
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	12 541 762	299 713	213 856	60 569	12 267 337

(1) Dont encours restructurés pour 66 212 milliers d'euros.

(En milliers d'Euros)	31/12/2015				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
France (y compris DOM-TOM)	11 960 187	303 057	211 960	68 753	11 679 474
Autres pays de l'Union européenne	49 369	1 715	1 135	302	47 932
Autres pays d'Europe	2 412	4	4	27	2 381
Amérique du Nord	3 297	32	24	33	3 240
Amériques centrale et du Sud	93				93
Afrique et Moyen-Orient	2 676	6	4		2 672
Asie et Océanie (hors Japon)	5 514				5 514
Japon	202				202
Organismes supranationaux					0
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	12 023 750	304 814	213 127	69 115	11 741 508

(1) Dont encours restructurés pour 92 589 milliers d'euros.

— Engagements donnés en faveur de la clientèle par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Engagements de financement en faveur de la clientèle :		
France (y compris DOM-TOM)	1 076 275	988 586
Autres pays de l'Union européenne	1 259	946
Autres pays d'Europe	63	124

Amérique du Nord	39	49
Amériques Centrale et du Sud	16	14
Afrique et Moyen-Orient	66	77
Asie et Océanie (hors Japon)	45	69
Japon	3	4
Total Engagements de financement	1 077 766	989 869
Engagements de garantie en faveur de la clientèle :		
France (y compris DOM-TOM)	198 618	159 780
Autres pays de l'Union européenne	69	43
Autres pays d'Europe	300	600
Amérique du Nord		
Amériques Centrale et du Sud		
Afrique et Moyen-Orient	18	18
Asie et Océanie (hors Japon)		
Japon		
Total Engagements de garantie	199 005	160 441

— Dettes envers la clientèle par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
France (y compris DOM-TOM)	4 224 810	4 003 720
Autres pays de l'Union européenne	178 087	211 836
Autres pays d'Europe	3 233	3 308
Amérique du Nord	3 966	3 605
Amériques Centrale et du Sud	3 271	4 580
Afrique et Moyen-Orient	2 714	1 662
Asie et Océanie (hors Japon)	2 563	2 314
Japon	212	150
Organismes supra-nationaux		
Total Dettes envers la clientèle	4 418 856	4 231 175

Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement :

— Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016						31/12/2016
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance					Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuellement	Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1an	> 1an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance		
Instruments de capitaux propres						567 605	-38 139
Instruments de dettes							
Prêts et avances	197 747	521	451		198 719	85 857	-274 425
Administration générale	798				798		
Grandes entreprises	36 758		4		36 762	24 245	-73 380
Clientèle de détail	160 191	521	447		161 159	61 612	-201 045
Total Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement	197 747	521	451		198 719	653 462	-312 564

(En milliers d'Euros)	31/12/2015						31/12/2015
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance					Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuellement	Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1an	> 1an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance		
Instruments de capitaux propres						543 182	-37 301
Instruments de dettes							
Prêts et avances	184 608	6 386	2 391		193 385	91 687	-282 242
Administration générale	2 518				2 518		-19
Grandes entreprises	32 090	968	412		33 470	33 033	-84 543
Clientèle de détail	150 000	5 418	1 979		157 397	58 654	-197 680
Total Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement	184 608	6 386	2 391		193 385	634 869	-319 543

3.2. Risque de marché (cf. Rapport de gestion page 33)

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle. — La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

— Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016							31/12/2015
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	158	5 301	11 513	16 972	15 479
Swaps de taux d'intérêts	0	0	0	158	5 301	11 513	16 972	15 479
Instruments de devises et or :	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total	0	0	0	158	5 301	11 513	16 972	15 479
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	0	0	0	158	5 301	11 513	16 972	15 479

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016							31/12/2015
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	4 709	3 500	71 853	80 062	88 373
Swaps de taux d'intérêts				4 709	3 500	71 853	80 062	88 373
Options de taux				0	0	0	0	0
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total	0	0	0	4 709	3 500	71 853	80 062	88 373
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	0	0	0	4 709	3 500	71 853	80 062	88 373

— Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016							31/12/2015
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	127	1 389	239	1 755	2 803
Swaps de taux d'intérêts				127	1 389	239	1 755	2 802
Caps - floors - collars				0	0	0	0	1
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	30	0	0	30	7
Autres				30	0	0	30	7
Sous total	0	0	0	157	1 389	239	1 785	2 810
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	0	0	0	157	1 389	239	1 785	2 810

— Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016							31/12/2015
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	0	0	0	127	21 141	654	21 923	44 856
Swaps de taux d'intérêts				127	21 141	654	21 923	44 855
Caps - floors - collars				0	0	0	0	1
Instruments de devises et or	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	64	0	0	64	123
Autres				64	0	0	64	123
Sous total	0	0	0	191	21 141	654	21 987	44 979
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	0	0	0	191	21 141	654	21 987	44 979

— Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	2 048 661	1 410 787
Swaps de taux d'intérêts	2 048 481	1 410 249
Caps - floors - collars	180	538
Instruments de devises et or	80 096	21 276
Options de change	80 096	21 276
Autres instruments	0	0
Sous-total	2 128 757	1 432 063
Opérations de change à terme	55 028	131 893
Total notionnels	2 183 785	1 563 956

Risque de change (cf. Rapport de gestion page 39) :

— Contribution des différentes devises au bilan consolidé

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
EUR	15 692 300	15 692 300	15 698 151	15 698 151
Autres devises de l'Union européenne	6 851	6 851	2 751	2 751
USD	8 824	8 824	10 220	10 220
JPY	1	1	1	1
Autres devises	1 514	1 514	857	857
Total bilan	15 709 490	15 709 490	15 711 980	15 711 980

— Détail des emprunts obligataires et des dettes subordonnées par monnaie d'émission :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016			31/12/2015		
	Emprunts obligataires	Dettes subordonnées à durée déterminée	Dettes subordonnées à durée indéterminée	Emprunts obligataires	Dettes subordonnées à durée déterminée	Dettes subordonnées à durée indéterminée
EUR	0	10 000	0	0	10 000	0
Total	0	10 000	0	0	10 000	0

3.3. Risque de liquidité et de financement (cf. Rapport de gestion page 39) :

— Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	241 109	35 238	173 652	440 018	0	890 017
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	729 315	1 289 621	4 527 704	5 910 262	73 481	12 530 383
Total	970 424	1 324 859	4 701 356	6 350 280	73 481	13 420 400
Dépréciations						-274 425
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						13 145 975

(En milliers d'Euros)	31/12/2015					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	340 293	801 167	231 107	494 570	35 800	1 902 937
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	778 006	1 272 774	4 320 534	5 566 320	75 877	12 013 511
Total	1 118 299	2 073 941	4 551 641	6 060 890	111 677	13 916 448

Dépréciations						-282 242
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						13 634 206

— Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 242 606	2 803 135	2 600 194	1 472 947		8 118 882
Dettes envers la clientèle	3 633 967	147 688	592 256	44 945		4 418 856
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	4 876 573	2 950 823	3 192 450	1 517 892	0	12 537 738

(En milliers d'Euros)	31/12/2015					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 219 573	3 079 148	2 960 394	1 205 815		8 464 930
Dettes envers la clientèle	3 321 975	192 662	676 207	40 331		4 231 175
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	4 541 548	3 271 810	3 636 601	1 246 146	0	12 696 105

— Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	122	734	0	0	0	856
Titres de créances négociables	6 265	1 279	105 000	270 000	5 215	387 759
Total Dettes représentées par un titre	6 387	2 013	105 000	270 000	5 215	388 615
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	0	10 022	0	0	0	10 022
Total Dettes subordonnées	0	10 022	0	0	0	10 022

(En milliers d'Euros)	31/12/2015					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	1 786	5 200	734			7 720
Titres du marché interbancaire						0
Titres de créances négociables	4 896	1 300	105 000	270 000	5 743	386 939
Emprunts obligataires						0
Autres dettes représentées par un titre						0
Total Dettes représentées par un titre	6 682	6 500	105 734	270 000	5 743	394 659
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée		21	10 000			10 021
Dettes subordonnées à durée indéterminée						0
Dépôt de garantie à caractère mutuel						0
Titres et emprunts participatifs						0
Total Dettes subordonnées	0	21	10 000	0	0	10 021

Garanties financières en risque données par maturité attendue. — Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016				
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée
Garanties financières données	0	0	0	0	393
					393

(En milliers d'Euros)	31/12/2015				
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée
Garanties financières données	0	0	0	0	387
					387

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.2 "Risque de marché".

3.4. Couverture des risques de flux de trésorerie et de juste valeur sur taux d'intérêts et de change (cf. Rapport de gestion page 38 et 40)

— Couverture de juste valeur : Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

— Couverture de flux de trésorerie : Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

— Instruments dérivés de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016			31/12/2015		
	Valeur marché		Montant	Valeur marché		Montant
	Positive	Négative	Notionnel	Positive	Négative	Notionnel
Couverture de juste valeur	16 972	80 062	1 791 120	15 479	88 373	1 071 915
Taux d'intérêt	16 972	80 062	1 791 120	15 479	88 373	1 071 915
Couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0	0	0
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger						
Total Instruments dérivés de couverture	16 972	80 062	1 791 120	15 479	88 373	1 071 915

3.5. Risques opérationnels (cf. Rapport de gestion page 42)

3.6. Gestion du capital et ratios réglementaires. — Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français les directives européennes « adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit » et « conglomerats financiers », la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie est soumise au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan.

La gestion des fonds propres de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne 2013/36 et du règlement européen 575/2013 depuis le 1^{er} janvier 2014 et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Le dispositif prudentiel a été renforcé par la réforme Bâle 3 qui consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de capital et des exigences supplémentaires au terme de la liquidité et du levier. Certaines dispositions s'appliquent de manière progressive jusqu'au 31 décembre 2017, de même pour l'exigence de coussins en capital qui atteindra la cible en 2019.

Toutefois, le régulateur a maintenu les exigences de fonds propres au titre des niveaux plancher (l'exigence Bâle 3 ne pouvant être inférieure à 80 % de l'exigence Bâle 1).

Le niveau plancher a été supprimé. Cependant, l'information relative aux exigences Bâle 1 reste obligatoire et est prévue jusqu'à la fin de la période transitoire prévue fin 2017.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

— les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à partir des capitaux propres du Groupe et retraités notamment de certains instruments de capital qui sont classés en *Additional Tier 1* (AT1) et des immobilisations incorporelles ;

— les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* (AT1) ;

— les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnu en Bâle 3, les instruments de fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion plus exigeants. Si ces instruments ne sont pas éligibles Bâle 3, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » qui s'étale sur 10 ans jusqu'à fin 2021 pour les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du *Tier 1* (AT1) et du *Tier 2*. Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances quand l'établissement n'est pas soumis à l'application de la « Directive conglomérat financier », sinon les valeurs de mise en équivalence des titres des entreprises d'assurances détenues dans le Groupe sont pondérées en risques.

En 2016 comme en 2015 et selon la réglementation en vigueur, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a répondu aux exigences réglementaires.

4. – Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

4.1. Produits et charges d'intérêts :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 818	4 133
Sur opérations internes au Crédit Agricole	32 789	42 659
Sur opérations avec la clientèle	349 757	389 233
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	543	151
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	12 650	14 834
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	11 630	7 987
Sur opérations de location-financement		
Autres intérêts et produits assimilés		8
Produits d'intérêts (1) (2)	410 187	459 005
Sur opérations avec les établissements de crédit	-3 311	-4 196
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-102 319	-126 592
Sur opérations avec la clientèle	-29 120	-38 067
Sur dettes représentées par un titre	-27 222	-24 936
Sur dettes subordonnées	-525	-526
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-26 453	-28 015
Sur opérations de location-financement		
Autres intérêts et charges assimilées	-1	-1
Charges d'intérêts	-188 951	-222 333

(1) Dont 5 973 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 31 décembre 2016 contre 6 432 milliers d'euros au 31 décembre 2015.
(2) Dont 5 852 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2016 contre 5 990 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

4.2. Commissions nettes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016			31/12/2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	611	-29	582	632	-28	604
Sur opérations internes au Crédit Agricole	25 590	-18 220	7 370	25 290	-18 003	7 287
Sur opérations avec la clientèle	46 505	-2 128	44 377	46 893	-1 668	45 225
Sur opérations sur titres			0			0
Sur opérations de change	770		770	468		468
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	19		19	83		83
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	121 953	-10 754	111 199	114 564	-11 483	103 081
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	3 457	-108	3 349	3 581	-125	3 456
Produits nets des commissions	198 905	-31 239	167 666	191 511	-31 307	160 204

4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dividendes reçus		
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	1 118	-2 040
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	-4 361	-2 304
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	842	965
Résultat de la comptabilité de couverture	149	-222
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-2 252	-3 601

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	153 542	-153 536	6
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	75 961	-77 574	-1 613
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	77 581	-75 962	1 619
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	30 258	-30 115	143
Variations de juste valeur des éléments couverts	11 922	-18 336	-6 414
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	18 336	-11 779	6 557
Total Résultat de la comptabilité de couverture	183 800	-183 651	149

(En milliers d'Euros)	31/12/2015		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	163 351	-163 409	-58
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	79 694	-83 655	-3 961
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	83 657	-79 754	3 903
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	42 200	-42 364	-164
Variations de juste valeur des éléments couverts	17 451	-24 726	-7 275
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	24 749	-17 638	7 111
Total Résultat de la comptabilité de couverture	205 551	-205 773	-222

4.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dividendes reçus	27 382	17 710
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente (1)	1 990	1 030
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	-848	-382
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances		2 536
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	28 524	20 894
<i>(1) Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 4.8 " Coût du risque".</i>		

Aucune cession de titres détenus jusqu'à l'échéance n'est intervenue avant l'échéance (conformément aux exceptions prévues par la norme IAS 39).

4.5. Produits et charges nets des autres activités :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurance	-303	-191
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance		
Produits nets des immeubles de placement	-110	-78
Autres produits (charges) nets	1 753	-1 049
Produits (charges) des autres activités	1 340	-1 318

4.6. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Charges de personnel	-146 983	-150 472
Impôts et taxes (1)	-11 844	-9 783
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-70 584	-66 440

Charges générales d'exploitation	-229 411	-226 695
<i>(1) Dont 1 107 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution.</i>		

Honoraires des commissaires aux comptes. — Le montant des charges générales d'exploitation intègre les honoraires des commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie.

La répartition par cabinet et par type de mission de ces honoraires comptabilisés dans le résultat 2016 est donnée ci-dessous :

Collège des Commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie

(En milliers d'Euros hors taxes)	KPMG		EY		TOTAL 2016
	2016	2015	2016	2015	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	98	98	98	98	196
Emetteur	98	98	98	98	196
Autres services	7	9	2	0	9
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes (1)	7	9	2	0	9
Emetteur	7	9	2	0	9
Autres prestations					0
Services autres que la certification des comptes					0
Total	105	107	100	98	205
<i>(1) Pour 2016, prestations du 1^{er} janvier au 16 juin 2016</i>					

4.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux amortissements	-12 553	-12 573
Immobilisations corporelles	-12 304	-12 490
Immobilisations incorporelles	-249	-83
Dotations (reprises) aux dépréciations	-1 551	0
Immobilisations corporelles	-1 336	
Immobilisations incorporelles	-215	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-14 104	-12 573

4.8. Coût du risque :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-74 612	-72 518
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	0	
Prêts et créances	-71 183	-66 841
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	
Autres actifs	-247	-3 051
Engagements par signature	-565	-1 402
Risques et charges	-2 617	-1 224
Reprises de provisions et de dépréciations	64 643	57 154
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	0	
Prêts et créances	61 406	54 849
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	
Autres actifs	1 203	11
Engagements par signature	939	1 524
Risques et charges	1 095	770
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-9 969	-15 364
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés	0	
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-891	-1 721
Récupérations sur prêts et créances amortis	1 290	1 238
Décotes sur crédits restructurés	-876	-1 833

Pertes sur engagements par signature	-1	-2
Autres pertes	-40	-1
Autres produits		
Coût du risque	-10 487	-17 683

(1) Dont 4 080 milliers relatifs à l'appel de la garantie Switch Assurance, versés (ou à payer) à Crédit Agricole S.A. pour combler la baisse de la valeur de mise en équivalence des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), celles-ci étant mises en équivalence pour les besoins prudentiels.

(2) Dont 4 080 milliers relatifs au retour à meilleure fortune de la garantie Switch Assurance, reçus (ou à recevoir) de Crédit Agricole S.A. suite à la hausse de la valeur de mise en équivalence des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), celles-ci étant mises en équivalence pour les besoins prudentiels.

4.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	903	222
Plus-values de cession	1 207	403
Moins-values de cession	-304	-181
Titres de capitaux propres consolidés	0	0
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	903	222

4.10. Impôts :

— Charge d'impôt :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Charge d'impôt courant	-41 804	-44 884
Charge d'impôt différé	-12 665	-6 970
Charge d'impôt de la période	-54 469	-51 854

— Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31 décembre 2016 :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	163 415	34,43%	-56 264
Effet des différences permanentes			8 294
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			0
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			232
Effet de l'imposition à taux réduit			230
Effet des autres éléments			-6 961
Taux et charge effectifs d'impôt		33,33%	-54 469

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2015 :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	156 122	38,00%	59 326
Effet des différences permanentes			-5 179
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-24
Effet de l'imposition à taux réduit			-666
Effet des autres éléments			-1 603
Taux et charge effectifs d'impôt		33,21%	51 854

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle et la contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2015.

4.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. — Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

— Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables :		
Gains et pertes sur écarts de conversion	0	0
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	1 919	4 060
Ecart de réévaluation de la période	3 907	4 825
Transfert en résultat	-1 988	-765
Autres variations	0	0
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	0	0
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres variations		
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	664	-12
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	2 583	4 048
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables :		
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	-2 877	1 843
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	581	-634
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	287	5 257
Dont part du Groupe	287	5 257
Dont participations ne donnant pas le contrôle		

— Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôt :

(En milliers d'Euros)	31/12/2015				Variation				31/12/2016			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	23 952	-2 889	21 063	21 063	1 919	664	2 583	2 583	25 871	-2 225	23 646	23 646
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture			0		0	0	0	0	0	0	0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	23 952	-2 889	21 063	21 063	1 919	664	2 583	2 583	25 871	-2 225	23 646	23 646
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	23 952	-2 889	21 063	21 063	1 919	664	2 583	2 583	25 871	-2 225	23 646	23 646
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	-4 517	1 556	-2 961	-2 961	-2 877	581	-2 296	-2 296	-7 394	2 137	-5 257	-5 257
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	-4 517	1 556	-2 961	-2 961	-2 877	581	-2 296	-2 296	-7 394	2 137	-5 257	-5 257
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées			0				0				0	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-4 517	1 556	-2 961	-2 961	-2 877	581	-2 296	-2 296	-7 394	2 137	-5 257	-5 257
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	19 435	-1 333	18 102	18 102	-958	1 245	287	287	18 477	-88	18 389	18 389

Définition des secteurs opérationnels. — La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie exerce essentiellement l'activité de banque de détail en France.

6. – Notes relatives au bilan.

6.1. Caisse, banques centrales :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	71 570		80 724	
Banques centrales	14 820	1	14 829	
Valeur au bilan	86 390	1	95 553	0

6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat :

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 785	2 810
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	5 404
Valeur au bilan	1 785	8 214

— Actifs financiers détenus à des fins de transaction :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Instruments dérivés	1 785	2 810
Valeur au bilan	1 785	2 810

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que l'entité est autorisée à redonner en garantie.

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de dettes	0	5 404
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Obligations et autres titres à revenu fixe		5 404
Valeur au bilan	0	5 404

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	21 987	44 979
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	160 361	158 812
Valeur au bilan	182 348	203 791

— Passifs financiers détenus à des fins de transaction :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Instruments dérivés	21 987	44 979
Valeur au bilan	21 987	44 979

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance
Titres de dettes	160 361	10 361	158 812	8 812
Autres passifs financiers				
Total Passifs financiers à la juste valeur	160 361	10 361	158 812	8 812

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.2 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

La variation imputable au spread de crédit passée par résultat sur l'exercice est de -1 721 milliers d'euros. L'impact du spread de crédit sur la valorisation des BMTN émis à la juste valeur est de 1 217 milliers d'euros. L'écart existant entre la juste valeur de la dette et le montant contractuel qu'elle sera tenu de rembourser à l'échéance est de 160 361 milliers d'euros.

6.3. Instruments dérivés de couverture. — L'information détaillée est fournie à la note 3.4 relative à la couverture du risque de flux de trésorerie ou de juste valeur, notamment sur taux d'intérêt et de change.

6.4. Actifs financiers disponibles à la vente :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016			31/12/2015		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	118 366	362	-143	73 639	98	-83
Obligations et autres titres à revenu fixe	272 820	4 843	-60	283 397	6 176	
Actions et autres titres à revenu variable	19 683	1 378	-97	17 316	629	-182
Titres de participation non consolidés	1 147 296	20 727	-1 140	615 126	18 953	-1 640
Total des titres disponibles à la vente	1 558 165	27 310	-1 440	989 478	25 856	-1 905
Créances disponibles à la vente						
Total des créances disponibles à la vente	0	0	0	0	0	0
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)	1 558 165	27 310	-1 440	989 478	25 856	-1 905
Impôts		-2 290	63		-2 916	29
Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisés directement en capitaux propres (net d'impôt)		25 020	-1 377		22 940	-1 876

Par exception, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 541 544 milliers d'euros au 31 décembre 2016 et 515 681 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

6.5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle :

— Prêts et créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Prêts et avances	11 379	10 239
Comptes et prêts	10 525	9 423
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée	38	
Prêts subordonnés	816	816
Valeur brute	11 379	10 239
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	11 379	10 239
Opérations internes au Crédit Agricole		
Prêts et avances	878 638	1 892 698
Comptes ordinaires	134 887	263 375
Comptes et avances à terme	743 751	1 593 516
Prêts subordonnés		35 807
Valeur brute	878 638	1 892 698
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances internes au Crédit Agricole	878 638	1 892 698
Valeur au bilan	890 017	1 902 937

— Prêts et créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Opérations avec la clientèle :		
Titres de dettes	3 887	3 887
Titres non cotés sur un marché actif	3 887	3 887
Prêts et avances	12 526 496	12 009 624
Créances commerciales	21 320	17 735
Autres concours à la clientèle	12 415 296	11 884 956
Avances en comptes courants d'associés	42 418	53 553

Comptes ordinaires débiteurs	47 462	53 380
Valeur brute	12 530 383	12 013 511
Dépréciations	-274 425	-282 242
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	12 255 958	11 731 269
Valeur brute	0	0
Dépréciations		
Valeur au bilan	12 255 958	11 731 269

6.6. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Effets publics et valeurs assimilées	268 111	308 125
Obligations et autres titres à revenu fixe	153 853	188 310
Total	421 964	496 435
Dépréciations		
Valeur au bilan	421 964	496 435

6.7. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue :

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2016. — Néant.

Titrisations. — Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7. En effet, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs. Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2016. — Au titre de l'exercice, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

6.8. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	31/12/2016
Créances sur les établissements de crédit					0
Créances sur la clientèle	-282 242	-73 608	81 425	0	-274 425
Dont dépréciations collectives	-69 115	-3 102	11 648	0	-60 569
Opérations de location-financement	0	0	0	0	0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0	0	0	0
Actifs disponibles à la vente	-37 302	-848	10	0	-38 140
Autres actifs financiers	-3 078	-247	1 234	0	-2 091
Total Dépréciations des actifs financiers	-322 622	-74 703	82 669	0	-314 656

(En milliers d'Euros)	31/12/2014	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	31/12/2015
Créances sur les établissements de crédit					0
Créances sur la clientèle	-293 891	-69 232	80 881		-282 242
Dont dépréciations collectives	-77 291	-4 949	13 125		-69 115
Opérations de location-financement					0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance					0
Actifs disponibles à la vente	-37 162	-382	242		-37 302
Autres actifs financiers	-47	-3 051	20		-3 078
Total Dépréciations des actifs financiers	-331 100	-72 665	81 143	0	-322 622

6.9. Exposition au risque souverain. — Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions significatives de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie au risque souverain sont les suivantes :

— Activité bancaire :

31/12/2016 (En milliers d'Euros)	Expositions nettes de dépréciations		
	Dont portefeuille bancaire		Total activité banque brut de couvertures
	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Actifs financiers disponibles à la vente	
Allemagne			
Arable saoudite			
Chine			
Espagne			
Etats-Unis			
France	265 044	80 492	345 536
Grèce			
Hong-Kong			
Irlande			
Italie			
Japon			
Maroc			
Portugal			
Royaume-Uni			
Russie			
Syrie			
Ukraine			
Total	265 044	80 492	345 536

31/12/2015 (En milliers d'Euros)	Expositions nettes de dépréciations		
	Dont portefeuille bancaire		Total activité banque brut de couvertures
	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Actifs financiers disponibles à la vente	
Allemagne			
Belgique		6 423	6 423
Brésil			
Chine			
Espagne			
Etats-Unis			
France	305 050	37 019	342 069
Grèce			
Hong-Kong			
Irlande			
Italie			
Japon			
Maroc			
Portugal			
Royaume-Uni			
Russie			
Ukraine			
Yémen			
Total	305 050	43 442	348 492

6.10. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle :

— Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Etablissements de crédit :		
Comptes et emprunts	1 458	817
Dont comptes ordinaires créditeurs	242	
Dont comptes et emprunts au jour le jour		

Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée	117	
Total	1 575	817
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	96	62
Comptes et avances à terme	8 117 211	8 464 051
Total	8 117 307	8 464 113
Valeur au bilan	8 118 882	8 464 930

— Dettes envers la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes ordinaires créditeurs	3 247 561	2 884 477
Comptes d'épargne à régime spécial	50 911	43 385
Autres dettes envers la clientèle	1 120 384	1 303 313
Valeur au bilan	4 418 856	4 231 175

6.11. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	856	7 720
Titres de créances négociables :	387 759	386 939
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	388 615	394 659
Dettes subordonnées :		
Dettes subordonnées à durée déterminée	10 022	10 021
Valeur au bilan	10 022	10 021

6.12. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers :

— Compensation – Actifs financiers :

31/12/2016 Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d)		(e)=(c)-(d)
Dérivés	18 727		18 727	14 228		4 499
Prises en pension de titres	101 738	101 700	38			38
Total des actifs financiers soumis à compensation	120 465	101 700	18 765	14 228	0	4 537

31/12/2015 Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d)		(e)=(c)-(d)

Dérivés	18 256		18 256	11 208		7 048
Total des actifs financiers soumis à compensation	18 256	0	18 256	11 208	0	7 048

— Compensation – Passifs financiers :

31/12/2016 Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention cadre-de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d)		(e)=(c)-(d)
Dérivés	101 985	0	101 985	14 228	82 102	5 655
Mises en pension de titres	101 913	101 700	213	0	0	213
Total des passifs financiers soumis à compensation	203 898	101 700	102 198	14 228	82 102	5 868

31/12/2015 Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention cadre-de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d)		(e)=(c)-(d)
Dérivés	132 982		132 982	11 208	98 570	23 204
Total des passifs financiers soumis à compensation	132 982	0	132 982	11 208	98 570	23 204

6.13. Actifs et passifs d'impôts courants et différés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Impôts courants	3 281	3 319
Impôts différés	42 498	55 358
Total Actifs d'impôts courants et différés	45 779	58 677
Impôts courants	1 097	2 813
Impôts différés	368	1 023
Total Passifs d'impôts courants et différés	1 465	3 836

(1) Dont diminution du stock d'impôts différés actifs de 8 565 milliers d'euros liée à la publication de la loi de finance 2017 portant le taux d'imposition courant de 34,43% à 28,92%. Cette diminution du stock d'impôts différés est relative aux impôts différés pour lesquels le retournement est prévu à compter de l'exercice 2020.

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016		31/12/2015	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalsages temporaires comptables-fiscaux	39 871	1 107	44 058	1 373
Charges à payer non déductibles	394		290	
Provisions pour risques et charges non déductibles	24 501		30 137	
Autres différences temporaires	14 976	1 107	13 631	1 373
Impôts différés sur réserves latentes	1 179	703	475	667
Réserves latentes				

Actifs disponibles à la vente		703		667
Couvertures de Flux de Trésorerie				
Gains et pertes sur écarts actuariels	1 179		475	
Autres impôts différés sur retraitement IFRS	3 258	368	17 816	5 974
Effet des compensations	-1 810	-1 810	-6 991	-6 991
Total Impôts différés	42 498	368	55 358	1 023

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

6.14. Comptes de régularisation actif, passif et divers :

— Comptes de régularisation et actifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Autres actifs	226 866	206 228
Comptes de stocks et emplois divers	1 200	86
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Débiteurs divers (1)	225 620	206 038
Comptes de règlements	46	104
Capital souscrit non versé		
Autres actifs d'assurance		
Parts des réassureurs dans les provisions techniques		
Comptes de régularisation	82 906	72 165
Comptes d'encaissement et de transfert	41 024	29 575
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts		
Produits à recevoir	40 281	41 327
Charges constatées d'avance	1 243	1 010
Autres comptes de régularisation	358	253
Valeur au bilan	309 772	278 393

(1) Dont 320 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

— Comptes de régularisation et passifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Autres passifs (1)	112 730	79 703
Comptes de règlements	887	857
Créditeurs divers	104 051	72 509
Versement restant à effectuer sur titres	7 792	6 337
Autres passifs d'assurance		
Autres		
Comptes de régularisation	175 300	129 739
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	46 327	8 810
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	26	27
Produits constatés d'avance	56 930	50 207
Charges à payer	68 662	68 910
Autres comptes de régularisation	3 355	1 785
Valeur au bilan	288 030	209 442

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en net.

6.15. Immeubles de placement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Valeur brute	2 903		126	-30			2 999
Amortissements et dépréciations	-503		-108	15			-596
Valeur au bilan (1)	2 400	0	18	-15	0	0	2 403

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

(En milliers d'Euros)	31/12/2014	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2015
Valeur brute	2 680			-230		453	2 903
Amortissements et dépréciations	-442		-103	120		-78	-503
Valeur au bilan (1)	2 238	0	-103	-110	0	375	2 400

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

6.16. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Immobilisations corporelles d'exploitation :							
Valeur brute	263 452	0	8 219	-7 497	0	-546	263 628
Amortissements et dépréciations (1)	-144 558	0	-13 640	6 065	0	0	-152 133
Valeur au bilan	118 894	0	-5 421	-1 432	0	-546	111 495
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	4 448	0	390	-50	0	546	5 334
Amortissements et dépréciations	-898	0	-463	0	0	0	-1 361
Valeur au bilan	3 550	0	-73	-50	0	546	3 973

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(En milliers d'Euros)	31/12/2014	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2015
Immobilisations corporelles d'exploitation :							
Valeur brute	257 629		9 141	-2 866		-452	263 452
Amortissements et dépréciations (1)	-134 750		-12 490	2 605		77	-144 558
Valeur au bilan	122 879	0	-3 349	-261	0	-375	118 894
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	4 233		215				4 448
Amortissements et dépréciations	-815		-83				-898
Valeur au bilan	3 418	0	132	0	0	0	3 550

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

6.17. Provisions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Risques sur les produits épargne-logement	16 411	0	6 447	0	0	0	0	22 858
Risques d'exécution des engagements par signature	3 436	0	566	0	-939	0	0	3 063
Risques opérationnels (1)	3 198	0	68	-763	-750	0	0	1 753
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (2)	2 786	0	52	0	-63	0	2 913	5 688
Litiges divers (3)	5 287	0	3 637	-952	-483	0	0	7 489
Autres risques (4)	6 489	0	1 497	-3 066	-179	0	0	4 741
Total	37 607	0	12 267	-4 781	-2 414	0	2 913	45 592

(1) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(2) Dont 4 181 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 507 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(3) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés et des litiges clients.

(4) Composée essentiellement par la provision pour charge relative aux intérêts sur DAT à taux progressif

(En milliers d'Euros)	31/12/2014	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2015
Risques sur les produits épargne-logement	16 018		5 746		-5 352			16 412
Risques d'exécution des engagements par signature	3 559		1 402		-1 525			3 436
Risques opérationnels (1)	3 942		969	-1 492	-221			3 198
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (2)	4 684		111	-3 935	-78		2 004	2 786
Litiges divers (3)	5 368		1 101	-421	-761			5 287
Autres risques (4)	8 110		7 366	-3 618	-1 435		-3 935	6 488

Total	41 681	0	16 695	-9 466	-9 372	0	-1 931	37 607
(1) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.								
(2) Dont 1,3 millions d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1,5 millions d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.								
(3) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés et des litiges clients.								
(4) Composée essentiellement par la provision pour charge relative aux intérêts sur DAT à taux progressif								

Provision épargne-logement :

— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	1 154 718	907 942
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	663 710	636 202
Ancienneté de plus de 10 ans	681 740	705 876
Total plans d'épargne-logement	2 500 168	2 250 020
Total comptes épargne-logement	277 751	273 874
Total Encours collectés au titre des contrats épargne-logement	2 777 919	2 523 894

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2016 pour les données au 31 décembre 2016 et à fin novembre 2015 pour les données au 31 décembre 2015.

— Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Plans d'épargne-logement	6 029	8 536
Comptes épargne-logement	25 962	37 912
Total Encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	31 991	46 448

— Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	8 466	5 043
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	3 774	2 416
Ancienneté de plus de 10 ans	10 618	8 952
Total plans d'épargne-logement	22 858	16 411
Total comptes épargne-logement	0	0
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	22 858	16 411

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2016
Plans d'épargne-logement	16 411	6 447			22 858
Comptes épargne-logement	0				0
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	16 411	6 447	0	0	22 858

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

6.18. Capitaux propres :

— Composition du capital au 31 décembre 2016 : La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II quater et quinquies de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres au 01/01/2016	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2016
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	1 637 401	1 637 401	1 637 401	1 637 401
Dont part du Public				0
Dont part Crédit Agricole S.A.	1 637 401		1 637 401	0
Dont part SACAM Mutualisation	0	1 637 401		1 637 401
Parts sociales	4 912 232	3	6	4 912 229
Dont caisses locales	4 912 208			4 912 208
Dont administrateurs de la CR	23	2	5	20
Dont crédit agricole S.A.	1		1	0
Dont secam mutualisation	0	1		1
Dont autres				0
Total	6 549 633	1 637 404	1 637 407	6 549 630

La valeur nominale des titres est de 20 euros et le montant total du capital est de 130 993 milliers d'euros.

— Résultat par action : Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie sont composés de parts sociales et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publiées par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCA est quant à elle fixée annuellement par l'assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action, sont inapplicables.

— Dividendes : Au titre de l'exercice 2016, le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 17/03/2017 le paiement d'un dividende par action de 0,37 euros, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

— Dividendes :

proposition de dividende	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net
2013	3,912	0,49
2014	4,028	0,38
2015	4,065	0,33
Prévu 2016	4,146	0,37

— Dividendes payés au cours de l'exercice : Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 9 093 milliers d'euros en 2016.

Affectations du résultat et fixation du dividende 2016. — L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2016 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie du 17/03/2017.

Le texte de la résolution est le suivant :

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels, décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter ainsi qu'il suit, le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016, se soldant par un bénéfice de **90 516 326,99** euros :

— **1 817 524,73** euros pour l'intérêt à payer aux porteurs de parts sociales, ce qui correspond à un taux de **1,85** %.

Cet intérêt, éligible à l'abattement de 40 % au profit des personnes physiques, sera payable à partir du 18 mars 2017.

— **6 788 664,55** euros représentant le dividende à verser aux porteurs de certificats coopératifs d'associés pour l'exercice 2016, soit un dividende de **4,146** euros nets par titre.

Cet intérêt, éligible à l'abattement de 40 % au profit des personnes physiques, sera payable à partir du 18 mars 2017.

Reste à affecter : **81 910 137,71** euros.

— Affectation des trois quarts à la réserve légale, soit **61 432 603,28** euros.

— Affectation du solde, soit **20 477 534,43** euros aux réserves facultatives.

Conformément à la loi, l'Assemblée générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Nombre de titres	Distribution	Intérêt ou dividende net	Abattement personnes physiques	Revenu global
Intérêt aux parts sociales :					
2013	4 912 233	0,490 €	2 416 818,64 €	40 %	2 416 818,64 €

2014	4 912 233	0,378 €	1 856 824,07 €	40 %	1 856 824,07 €
2015	4 912 233	0,33 €	1 621 036,56 €	40 %	1 621 036,56 €
Dividendes sur certificats coopératifs d'associés :					
2013	1 637 401	3,912 €	6 405 512,71 €	40 %	6 405 512,71 €
2014	1 637 401	4,028 €	6 595 451,23 €	40 %	6 595 451,23 €
2015	1 637 401	4,065 €	6 656 035,07 €	40 %	6 656 035,07 €

6.19. Participations ne donnant pas le contrôle. — La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie ne détient aucune participation significative ne donnant pas le contrôle.

6.20. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle. — La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

Les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont considérés comme ayant une échéance indéterminée compte tenu de l'absence de maturité définie.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	86 390					86 390
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	31	126	1 389	239		1 785
Instruments dérivés de couverture	33	125	5 301	11 513		16 972
Actifs financiers disponibles à la vente	13 360	26	63 511	41 469	1 439 799	1 558 165
Prêts et créances sur les établissements de crédit	241 109	35 238	173 652	440 018		890 017
Prêts et créances sur la clientèle	634 565	1 268 717	4 461 378	5 817 817	73 481	12 255 958
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4 818					4 818
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3 000	59 256	254 593	105 115	0	421 964
Total Actifs financiers par échéance	983 306	1 363 488	4 959 824	6 416 171	1 513 280	15 236 069
Banques centrales	1					1
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	65	126	181 503	654		182 348
Instruments dérivés de couverture	3	4 706	3 500	71 853		80 062
Dettes envers les établissements de crédit	1 242 606	2 803 143	2 600 186	1 472 947		8 118 882
Dettes envers la clientèle	3 633 967	147 688	592 256	44 945		4 418 856
Dettes représentées par un titre	6 387	2 013	107 203	273 012		388 615
Dettes subordonnées		10 022				10 022
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	9 684					9 684
Total Passifs financiers par échéance	4 892 713	2 967 698	3 484 648	1 863 411	0	13 208 470

(En milliers d'Euros)	31/12/2015					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	95 553					95 553
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		5 508	2 289	410	7	8 214
Instruments dérivés de couverture	51		3 072	12 330	26	15 479
Actifs financiers disponibles à la vente	5 006	14 903	45 626	8 104	915 839	989 478
Prêts et créances sur les établissements de crédit	340 293	801 167	231 107	494 570	35 800	1 902 937
Prêts et créances sur la clientèle	679 659	1 246 747	4 243 552	5 485 434	75 877	11 731 269
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	11 713					11 713
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	10 243	58 906	249 673	177 613		496 435
Total Actifs financiers par échéance	1 142 518	2 127 231	4 775 319	6 178 461	1 027 549	15 251 078

Banques centrales						0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		104	33 897	169 667	123	203 791
Instruments dérivés de couverture	139	2 275	11 920	73 792	247	88 373
Dettes envers les établissements de crédit	1 219 573	3 079 148	2 960 394	1 205 815		8 464 930
Dettes envers la clientèle	3 321 975	192 662	676 207	40 331		4 231 175
Dettes représentées par un titre	6 682	6 500	105 734	270 000	5 743	394 659
Dettes subordonnées	0	21	10 000			10 021
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5 808					5 808
Total Passifs financiers par échéance	4 554 177	3 280 710	3 798 152	1 759 605	6 113	13 398 757

7. – Avantages au personnel et autres rémunérations.

7.1. Détail des charges de personnel :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Salaires et traitements (1) (2)	79 684	83 694
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	8 661	8 607
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	2 313	1 326
Autres charges sociales	26 391	27 628
Intéressement et participation	13 396	13 133
Impôts et taxes sur rémunération	16 538	16 084
Total Charges de personnel	146 983	150 472
(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 907 milliers d'euros au 31 décembre 2016 contre 873 milliers d'euros au 31 décembre 2015.		
Dont dotation nette médailles du travail pour 16 milliers d'euros au 31 décembre 2016 contre 61 milliers d'euros au 31 décembre 2015.		

7.2. Effectif fin de période :

Effectifs	31/12/2016	31/12/2015
France	2 153	2 145
Etranger		
Total	2 153	2 145

7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies. — Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du Groupe Crédit Agricole S.A. n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies :

— Variation dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31/12/N-1	33 793	36 409
Ecart de change	0	
Coût des services rendus sur l'exercice	2 252	2 433
Coût financier	677	531
Cotisations employés	0	
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	-1 180
Variation de périmètre	-123	-229
Prestations versées (obligatoire)	-1 713	-2 577
Taxes, charges administratives et primes	0	
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	57	-884
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	2 791	-710
Dette actuarielle au 31/12/N	37 734	33 793
(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience		

— Détail de la charge comptabilisée au résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	2 252	1 253
Charge/produit d'intérêt net	33	45
Impact en compte de résultat au 31/12/N	2 285	1 298

— Détail des gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global non recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net		
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en autres éléments du résultat global non recyclables au 31/12/N-1	4 515	6 358
Ecart de change		
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	28	-249
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	57	-884
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	2 791	-710
Ajustement de la limitation d'actifs		
Total des éléments reconnus immédiatement en autres éléments du résultat global au 31/12/N	2 876	-1 843
<i>(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.</i>		

— Variation de juste valeur des actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs au 31/12/N-1	32 498	33 155
Ecart de change	0	
Intérêt sur l'actif (produit)	644	486
Gains/(pertes) actuariels	-28	249
Cotisations payées par l'employeur	2 277	1 414
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	-123	-229
Taxes, charges administratives et primes		
Prestations payées par le fonds	-1 713	-2 577
Juste valeur des actifs au 31/12/N	33 555	32 498

— Position nette :

(En milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle fin de période	-37 734	-33 793
Impact de la limitation d'actifs		0
Juste valeur des actifs fin de période	33 555	32 498
Position nette (passif) / actif fin de période	-4 179	-1 295

— Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles :

	31/12/2015
(En milliers d'euros)	Zone euro
Taux d'actualisation (1)	2,05%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	2,08%
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	2,5% à 4%

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice Iboxx AA.

(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

— Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1) :

(En milliers d'Euros)	Zone Euro	
	En %	en montant
Actions (2)	9,60%	3 221
Obligations (2)	84,10%	28 220
Immobiliers	6,30%	2 114
Autres actifs (3)		
<i>(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.</i>		

Au 31 décembre 2016, les taux de sensibilité démontrent que :

- Une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de -5,61% pour le contrat IFC salariés ; -3,11% pour le contrat de retraite complémentaire et -4,58% pour le contrat IFC cadres de Direction ;
- Une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de +6,18 % pour le contrat IFC salariés ; +3,31% pour le contrat de retraite complémentaire et +4,88% pour le contrat IFC cadres de Direction.

7.5. Autres avantages sociaux :

— Rémunération variable collective : La convention collective nationale prévoit le principe d'une rémunération extra-conventionnelle dont les montants et les modalités d'attribution sont fixés, après négociation, par chaque caisse régionale.

A la Caisse régionale du Crédit Agricole Mutuel de Normandie, cette rémunération variable est proportionnelle à l'atteinte d'objectifs fixés au niveau de l'entreprise et de chaque unité.

— Participation : La participation du Crédit Agricole Normandie relève d'un accord de droit commun dont la finalité, dès lors que les résultats de l'entreprise permettent de dégager une réserve spéciale de participation et d'associer les salariés au résultat de l'entreprise en leur permettant de percevoir une partie des bénéfices qu'ils ont contribué à réaliser par leur travail.

— Intéressement : L'intéressement représente, quant à lui, un moyen d'associer financièrement les salariés à la performance de l'entreprise. Sa mise en œuvre étant facultative, l'intéressement au Crédit Agricole Normandie résulte d'un accord destiné à permettre une reconnaissance de l'effort collectif dans l'amélioration de la rentabilité financière de l'entreprise et du développement indispensable à son activité.

Il est indexé sur le résultat net et le niveau de la participation.

— Engagement en matière de médailles : Les primes exceptionnelles versées à l'occasion de remise de médailles d'honneur agricole décernées aux salariés atteignant en ancienneté de 20, 30, 35 ou 40 ans, sont provisionnées en fonction de l'ancienneté acquise par chaque salarié à la clôture de l'exercice. La provision ainsi calculée est actualisée. Son montant au 31/12/2016 atteint 1 507 milliers d'euros.

7.6. Rémunérations de dirigeants. — Les principaux dirigeants sont les membres du conseil d'administration et du comité de direction de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie mentionnés dans le chapitre sur les Relations internes au Crédit Agricole.

Informations relatives à l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction :

- montant global des rémunérations allouées en 2016 : 2 357 milliers d'euros
- montant global des avances et crédits octroyés en 2016 : 5 780 milliers d'euros

8. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties.

— Engagements donnés et reçus :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés	4 810 724	5 155 354
Engagements de financement	1 081 128	1 075 375
Engagements en faveur des établissements de crédit	3 362	85 506
Engagements en faveur de la clientèle	1 077 766	989 869
Ouverture de crédits confirmés	560 235	584 122
Ouverture de crédits documentaires	15 897	15 578
Autres ouvertures de crédits confirmés	544 338	568 544
Autres engagements en faveur de la clientèle	517 531	405 747
Engagements de garantie	473 331	873 092
Engagements d'ordre des établissements de crédit	274 326	712 651
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties (1)	274 326	712 651
Engagements d'ordre de la clientèle	199 005	160 441
Cautions immobilières	19 732	18 125
Autres garanties d'ordre de la clientèle	179 273	142 316
Engagements reçus	3 714 920	3 355 014
Engagements de financement	68 363	139 414
Engagements reçus des établissements de crédit	68 363	139 414
Engagements reçus de la clientèle		

Engagements de garantie	3 646 557	3 215 600
Engagements reçus des établissements de crédit	267 505	247 076
Engagements reçus de la clientèle	3 379 052	2 968 524
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	284 229	279 133
Autres garanties reçues	3 094 823	2 689 391

(1) Dont 274 326 milliers d'euros relatifs à la garantie Switch Assurance mise en place le 1^{er} juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée depuis le 2 janvier 2014 pour 712 651 milliers d'euros.

— Instruments financiers remis et reçus en garantie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés) (1)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	3 256 265	3 206 887
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché	96 280	98 570
Autres dépôts de garantie (3)	92 859	240 648
Titres et valeurs donnés en pension	213	
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	3 445 617	3 546 105

(1) Dépôt de garantie sur swap à hauteur de 96 280 milliers d'euros.

(2) L'opération de simplification capitalistique qui s'est traduite par la cession des parts CCA le 3 août 2016 s'est accompagnée de deux avenants au dispositif Switch qui ont pris effet le 21 juillet 2016. Dans ce contexte, l'assiette de la garantie globale (Switch) et le dépôt de gage espèces ont été en partie réduits. Ainsi, le montant plafond de la garantie a baissé à concurrence de la composante liées aux participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales (CCA) et la partie correspondante du dépôt de gage espèces a été remboursée. A l'issue de l'opération, l'entité conserve un dépôt de 92 859 milliers d'euros relatif aux exigences prudentielles liées à la mise en équivalence des participations dans Crédit Agricole Assurance détenues par Crédit Agricole S.A.

Au 31 décembre 2016, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a utilisé les titres souscrits auprès du FCT Crédit Agricole Habitat 2015 comme dispositif de refinancement. Dans le cadre des mesures d'optimisation des réserves de liquidité, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a procédé à un échange de titres avec Crédit Agricole S.A. et CACIB pour 111 800 milliers d'euros. Les titres mis en pension (repo) par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie sont des titres Senior souscrits dans le cadre de la titrisation True Sale (TTS) des créances immobilières, réalisée au T4 2015 et auto-souscrite. Les titres pris en pension (reverse repo) par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie sont des titres éligibles BCE HQLA niveau 1, admis au ratio LCR.

Créances apportées en garantie. — Au cours de l'année 2016, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a apporté 3 245 610 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 3 196 232 milliers d'euros en 2015. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a apporté :

- 1 969 205 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France contre 1 893 438 milliers d'euros en 2015 ;
- 305 861 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 318 953 milliers d'euros en 2015 ;
- 970 545 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 983 841 milliers d'euros en 2015.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie. — La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

A l'exception des titres reçus en pension livrée, pour un montant de 38 098 milliers d'euros au 31 décembre 2016, les garanties détenues par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie et qu'elle est autorisée à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

9. – Reclassements d'instruments financiers.

Comme les exercices précédents, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie n'a pas opéré en 2016 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008.

10. – Juste valeur des instruments financiers.

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation. Elle est basée sur le prix de sortie (notion d'exit price).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variable pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels nous considérons que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue.
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

10.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût. — Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

— Actifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2016	Juste valeur au 31 décembre 2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Prêts et Créances	13 305 812	13 199 113	0	976 401	12 222 712
Créances sur les établissements de crédit	885 795	916 904	0	916 904	0
Comptes ordinaires et prêts JJ	143 434	143 434		143 434	
Comptes et prêts à terme	741 545	772 654		772 654	
Valeurs reçues en pension	0	0		0	
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés	816	816		816	
Titres non cotés sur un marché actif					
Autres prêts et créances					
Créances sur la clientèle	12 420 017	12 282 209	0	59 497	12 222 712
Créances commerciales	21 320	20 876			20 876
Autres concours à la clientèle	12 305 569	12 201 836			12 201 836
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Titres non cotés sur un marché actif	3 859	3 840		3 840	
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	42 192	29 571		29 571	
Comptes ordinaires débiteurs	47 077	26 086		26 086	

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	414 746	459 054	453 134	5 920	0
Effets publics et valeurs assimilées	264 716	289 272	289 272		
Obligations et autres titres à revenu fixe	150 030	169 782	163 862	5 920	
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	13 720 558	13 658 167	453 134	982 321	12 222 712

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2015	Juste valeur au 31 décembre 2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Prêts et Créances	13 795 813	13 727 995	0	2 025 347	11 702 648
Créances sur les établissements de crédit	1 897 732	1 926 059	0	1 926 059	0
Comptes ordinaires et prêts JJ	270 717	270 717		270 717	
Comptes et prêts à terme	1 590 399	1 618 733		1 618 733	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Titres non cotés sur un marché actif	36 616	36 609		36 609	
Autres prêts et créances					
Créances sur la clientèle	11 898 081	11 801 936	0	99 288	11 702 648
Créances commerciales	17 735	15 906			15 906
Autres concours à la clientèle	11 770 129	11 686 742			11 686 742
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Titres non cotés sur un marché actif	3 859	3 790		3 790	
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	53 325	42 465		42 465	
Comptes ordinaires débiteurs	53 033	53 033		53 033	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	487 752	532 434	526 760	5 674	0
Effets publics et valeurs assimilées	304 154	327 414	327 414		
Obligations et autres titres à revenu fixe	183 598	205 020	199 346	5 674	
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	14 283 565	14 260 429	526 760	2 031 021	11 702 648

— Passifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2016	Juste valeur au 31 décembre 2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	8 113 621	8 256 724	0	8 256 724	0
Comptes ordinaires et emprunts JJ	242	242	0	242	
Comptes et emprunts à terme	8 113 379	8 256 482	0	8 256 482	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée					
Dettes envers la clientèle	4 408 985	4 395 703	0	4 344 792	50 911
Comptes ordinaires créditeurs	3 247 419	3 247 419		3 247 419	
Comptes d'épargne à régime spécial	50 911	50 911		0	50 911

Autres dettes envers la clientèle	1 110 655	1 097 373		1 097 373	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	375 734	487 084		487 084	
Dettes subordonnées	10 000	8 745		8 745	
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	12 908 340	13 148 256	0	13 097 345	50 911

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31 décembre 2015	Juste valeur au 31 décembre 2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au Bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	8 457 499	8 674 250	0	8 674 250	0
Comptes ordinaires et emprunts JJ	1	1		1	
Comptes et emprunts à terme	8 457 498	8 674 249		8 674 249	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée					
Dettes envers la clientèle	4 218 608	4 137 188	0	4 093 803	43 385
Comptes ordinaires créditeurs	2 884 331	2 884 331		2 884 331	
Comptes d'épargne à régime spécial	43 385	43 385			43 385
Autres dettes envers la clientèle	1 290 892	1 209 472		1 209 472	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	381 299	498 351		498 351	
Dettes subordonnées	10 000	8 745		8 745	
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	13 067 406	13 318 534	0	13 275 149	43 385

10.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debt Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (*Credit Value Adjustment* – CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (*Debt Value Adjustment* – DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation :

— Actifs financiers valorisés à la juste valeur : Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 785	0	1 785	0
Créances sur les établissements de crédit				
Instruments dérivés	1 785	0	1 785	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	1 558 165	399 442	1 158 723	0
Effets publics et valeurs assimilées	118 366	118 366		
Obligations et autres titres à revenu fixe	272 820	272 820		
Actions et autres titres à revenu variable (1)	1 166 979	8 256	1 158 723	
Créances disponibles à la vente				
Instruments dérivés de couverture	16 972		16 972	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 576 922	399 442	1 177 480	0
(1) Y compris 541 543 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût (cf. Titres à l'actif de la note 1.3 "Principes et méthodes comptables").				

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 810	0	2 810	0
Instruments dérivés	2 810		2 810	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	5 404	0	5 404	0
Titres à la juste valeur par résultat sur option	5 404	0	5 404	0
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 404		5 404	
Actifs financiers disponibles à la vente	989 478	363 317	626 161	0
Effets publics et valeurs assimilées	73 639	73 639		
Obligations et autres titres à revenu fixe	283 397	283 397		
Actions et autres titres à revenu variable (1)	632 442	6 281	626 161	
Créances disponibles à la vente				
Instruments dérivés de couverture	15 479		15 479	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 013 171	363 317	649 854	0
(1) Y compris 515 682 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût (cf. Titres à l'actif note 1.3 "Principes et méthodes comptables").				

— Passifs financiers valorisés à la juste valeur : Les montants présentés sont y compris les dettes rattachées.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	21 987	0	21 987	0
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	21 987		21 987	
Dettes envers les établissements de crédit				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	160 361		160 361	

Instruments dérivés de couverture	80 062		80 062	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	262 410	0	262 410	0

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	44 979	0	44 979	0
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	44 979		44 979	
Dettes envers les établissements de crédit				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	158 812		158 812	
Instruments dérivés de couverture	88 373		88 373	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	292 164			

11. – Périmètre de consolidation au 31 décembre 2016.

11.1. Opérations de titrisation et fonds dédiés. — Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.7 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue.

11.2. Composition du périmètre. — Le périmètre de consolidation est composé de :

- la Caisse régionale consolidée par intégration globale ;
- le fonds Commun de Placement ELSTAR (FCP contractuel de droit français au capital de 63 260K€) ;
- les 100 Caisses Locales listées ci-après ;
- le FCT Crédit Agricole Habitat.

Caisse locale de	Adresse Postale	Nom et Prénom(Président)
ALENCON	15, Cours Clemenceau 61002 Alençon	LIGOT MARYVONNE
ARGENCES	5, Rue Du Maréchal Joffre 14370 Argences	PIAT DOMINIQUE
ARGENTAN-EXMES	3, Rue Eugène Denis 61200 Argentan	AMESLANT PATRICK
ATHIS DE L'ORNE	22 Place Saint Vigor 61430 Athis	HALBOUT ISABELLE
AUNAY SUR ODON	2 Et 4, Rue De Villers 14260 Aunay Sur Odon	SOLIER ANNICK
AVRANCHES	2, Rue St Gaudens 50300 Avranches	POULLAIN JEAN-LUC
BARENTON	151, Rue Du Président John Kennedy 50720 Barenton	PRIEUR MICHEL
BARFLEUR VAL DE SAIRE	Rue Saint-Thomas BP 3 50760 Barfleur	LAINE Christian
BARNEVILLE CARTERET	6, Place Du Docteur Auvret 50270 Barneville-Carteret	MABIRE FRANCOIS
BAYEUX	6, Place Du Marché 14400 Bayeux	LEGRAND CHRISTIAN
BEAUMONT HAGUE	1, Rue Millecent 50440 Beaumont Hague	CHARDOT JEROME
BELLEME-NOCE	14, Place Boucicault 61130 Belleme	SUZANNE GUY
BLAINVILLE SUR ORNE	Centre Commercial St Clair 14200 Herouville St Clair	LEPELTIER BENOIT
BRECEY	11, Rue Du Val De Sees 50370 Brecey	LETTIELIER PHILIPPE
BRETTEVILLE SUR LAIZE	Place Du Marché 14680 Bretteville Sur Laize	VANDERMERSCH THOMAS
BRICQUEBEC	Place Le Marois 50260 Bricquebec	ROSE REMY
BRIOUZE	Rue D'argentan 61220 Briouze	DAVY FRANCINE
CAEN CENTRE	1, Boulevard Du Marechal Leclerc 14000 Caen	BIDAMANT GILLES
CAEN OUEST	46, Avenue Henri Cheron 14000 Caen	BARBE CYNTHIA
CAMBREMER	Place de l'Eglise 14340 Cambremer	VAN DEN ELSHOUT ADRIANUS
CARENTAN	13, Rue Seblin 50500 Carentan	MARIE HERVE
CARROUGES	Avenue Du Général Leclerc 61320 Carrouges	PARFAIT CHRISTOPHE
CAUMONT L'EVENTE	19, Rue Saint Martin 14240 Caumont L'Evente	PATRIX GERARD
CENTRE PAYS D'AUGE	97, Av Guillaume Le Conquérant 14100 Lisieux	CAPLAIN LAURENT

CERISY LA SALLE	12, Place De La Mairie 50210 Cerisy La Salle	LECLERC VINCENT
CHERBOURG	10, Rue De L'ancien Quai 50100 Cherbourg	JOUAUX JOËL
CONDE SUR NOIREAU	27, Rue Saint Martin 14110 Conde Sur Noireau	PELLUET ALINE
CONDE SUR VIRE	Route De Sainte - Suzanne 50890 Conde Sur Vire	VAUDRU JOËL
COURTOMER	Place Du Marché 61390 Courtomer	SCHADE INGRID
COUTANCES	8, Rue Saint-Dominique 50200 Coutances	LEMIERE MICHEL
CREULLY	6, Rue De La Mer 14470 Courseulles Sur Mer	THIBERGE JOËL
DEVELPT EPARGNE ESSOR ECO. REG. (ECLOR)	15, Espl Brillaud Laujardiere 14050 Caen Cedex	HULIN BERNARD
DIVES SUR MER	80, Rue Du Général De Gaulle 14160 Dives Sur Mer	BOCQUET HERVE
DOMFRONT	6, Rue De La République 61700 Domfront	COLIN HERVE
DOUVRES LA DELIVRANDE	80, Rue Du Général De Gaulle 14440 Douvres La Delivrande	GARAFAN ALAIN
DOZULE	96, Grande Rue 14430 Dozule	LEBRUN CLEMENT
ECHAUFFOUR- MOULINS	21, Grande Rue 61370 Sainte-Gauburge	BATREL SERGE
ECOUCHE	3, Rue Des Frères Terrier 61150 Ecouche	MONTAUFRAÏ PATRICK
EVRECY	Rue Camille Blaisot 14210 Evrecy	LEBRETHON DIDIER
FLERS	3, Place Claudius Duperron 61100 Flers	SAGE-HAREL KARINE
GACE	35, Grande Rue 61230 Gace	ROUMIER FRANCOIS
GAVRAY	1, Rue De La Libération 50450 Gavray	DANLOS ANNICK
GRANVILLE	14, Rue Couraye 50400 Granville	HERSENT YVES
HONFLEUR	13, Rue De La République 14600 Honfleur	LANGLOIS PHILIPPE
ISIGNY SUR MER	28, Place Du Général De Gaulle 14230 Isigny Sur Mer	VASSELIN FRANCOISE
L'AIGLE	31, Rue Saint-Jean 61300 L'Aigle	TAUPIN CHRISTIAN
LA CHAPELLE D'ANDAIN	43, Rue d'Alençon 61140 La Chapelle d'Andaine	ROCHER GILLES
LA FERTE FRESNEL	5, Route Moulin La Marche 61550 La Ferté Fresnel	COISPEL PASCAL
LA FERTE MACE	56, Rue d'Hautvie 61600 La Ferté Mace	CROISE FRANCK
LA HAYE DU PUIITS	12, Rue Du Docteur Callegari 50250 La Haye Du Puits	LECOUSTEY MARC
LA HAYE PESNEL	5, Rue Clamorgan 50320 La Haye Pesnel	DANIN CLAUDINE
LA VALLEE DE LA DIVES	Place Du Marché 14170 Saint Pierre Sur Dives	LEMARIE GILLES
LE MELE SUR SARTHE	1, Rue Du Grenier À Sel 61170 Le Mêle Sur Sarthe	GOUPY JEROME
LE MERLERAULT	1, Route De Granville 61240 Le Merlerault	COTREL-LASSAUSSE DANIEL
LE MOLAY LITTRY	Place Du Marché 14330 Le Molay Littry	GOUSSET NATHALIE
LE THEIL SUR HUISNE	11-12, Place Des Teilleuls 61260 Le Theil Sur Huisne	LEROY VINCENT
LES PIEUX	4, Rue Centrale 50340 Les Pieux	ROBINE PIA-MARIA
LIVAROT	24-26, Rue Du Maréchal Leclerc 14140 Livarot	GALLOIS LAURENT
LONGNY AU PERCHE	26, Rue de l'Eglise 61290 Longny	CALBRIS NADINE
MARIGNY	10, Place Du Docteur Guillard 50570 Marigny	HULMER BENOIT
MESSEI	1, Rue Alfred Riegler 61440 Messei	JULIEN PATRICK
MONDEVILLE CAGNY	36, Rue Pierre Curie 14120 Mondeville	HARDY PASCAL
MORTAGNE-BAZOCES	Place Notre Dame BP 6 61400 Mortagne	BERARD FRANCIS
MORTAIN	6, Rue Du Rocher BP 14 50140 Mortain	MONDHER MARYLINE
ORBEC EN AUGES	123, Rue Grande 14290 Orbec	LEROUX CECILE
PASSAIS LA CONCEPTION	13, Place Du Marché BP 2 61350 Passais La Conception	BEUCHER FABRICE
PAYS DE FALAISE	13, Rue De La Pelleterie 14700 Falaise	HOFLACK CHRISTINE
PERCY	41, Avenue Du Général Bradley 50410 Percy	ALLIET REGINE
PERIERS	2, Rue De Bastogne 50190 Periers	POULLAIN PATRICK
PONT L'EVEQUE	3, Rue Du Catelet 14130 Pont l'Evêque	LANGIN WILLIAM
PONTORSON	1, Rue Leconte De Lisle BP 21 50170 Pontorson	SANSON ALEXIS

PUTANGES	Place Notre Dame BP 2 61210 Putanges Pont Ecrepin	DELANGE CATHERINE
REMALARD	28, Place Du Général De Gaulle 61110 Remalard	HAREAU MARYLENE
SAINT ANDRE SUR ORNE	Centre Commercial Loisel 14320 Saint Martin De Fontenay	CARDON THIERRY
SAINT CLAIR SUR ELLE	8, Rue De La Libération BP 1 50990 St Clair Sur L'elle	LEVILLAIN NADINE
SAINT HILAIRE DU HARCOUET	107, Place Louis Delaporte 50600 Saint Hilaire du Harcouet	CHARUEL LOÏC
SAINT JAMES	2, Rue Patton BP 9 50240 Saint James	GUERAULT CATHERINE
SAINT LO	7, Place du Champ de Mars BP 410 50002 Saint Lo	MAZIER CELINE
SAINT MARTIN DES BESACES	3 Rue Des Ecoles 14350 Saint Martin Des Besaces	FABIEN PIERRE
SAINT PIERRE DES NIDS	5, Rue Bourg l'Abbe 53370 Saint Pierre des Nids	RICHER MICHEL
SAINT SEVER	21, Place Albert Lebrun 14380 Saint Sever	DUPARD BENEDICTE
SAINTE MERE EGLISE	6, Rue De Verdun BP 17 50480 Sainte Mère Eglise	FLAMBARD BERTRAND
SEES MORTREE	90, Rue De La République BP 21 61500 Sées	TAUPIN DAMIEN
SOURDEVAL	1, Avenue Bernardin BP 12 50150 Sourdeval	DESMASURES JEAN CLAUDE
ST SAUVEUR LE VICOMTE	2, Rue Aristide Briand 50390 St Sauveur Le Vicomte	LETERRIER HUBERT
TESSY SUR VIRE	Place De La Libération BP 3 50420 Tessy Sur Vire	PLANDIERE CATHERINE
TILLY SUR SEULLES	5, Rue De Bayeux 14250 Tilly Sur Seulles	LEMAIGRE DEMESNIL MONIQUE
TINCHEBRAY	26, Grande Rue BP 5 61800 Tinchebray	DEBOIS GERARD
TORIGNI SUR VIRE	9, Rue De La République BP 31 50160 Torigni Sur Vire	VASTEL CHRISTOPHE
TOUROUVRE	Place Du Marché BP 2 61190 Tourouvre	SYLVESTRE JEROME
TROARN	Place Paul Quéllec 14670 Troarn	RAVENEL CHRISTIAN
TROUVILLE SUR MER	22, Boulevard Fernand Moureaux 14360 Trouville Sur Mer	QUENOUILLE DIDIER
TRUN	Place De La Mairie BP 1 61160 Trun	BLOT JEAN-PIERRE
VAL D'ORNE ET SUISSE NORMANDE	6, Place Du Général De Gaulle 14220 Thury Harcourt	DUMONT MICHEL
VALOGNES	3, Rue Du Palais De Justice BP 3 50700 Valognes	POISSON ANTHONY
VASSY	Place Colonel Candau 14410 Vassy	LENORMAND DENIS
VILLEDIEU LES POELES	29, Rue Du Général De Gaulle 50800 Villedieu Les Poeles	MALBAULT DENIS
VILLERS BOCAGE	Rue Pasteur 14310 Villers Bocage	LEGUAY CHANTAL
VIMOUTIERS SAP EN AUGE	Place Du 13ème Arrondissement 61120 Vimoutiers	ROBILLARD JOELLE
VIRE	16, Rue André Halbout 14500 Vire	ANGOT GILBERT
Total	100	

12. – Participations et entités structurées non consolidées.

12.1. Participations non consolidées. — Ces titres enregistrés au sein du portefeuille « Actifs financiers disponibles à la vente », sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Au 31 décembre 2016, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie ne détient aucune participation non consolidée pour lesquelles le pourcentage de contrôle est supérieur à 20% et dont la valeur au bilan est significative.

12.2. Entités structurées non consolidées. — Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus. — Au 31 décembre 2016, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité.

— Fonds de placement : La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

Informations sur les risques associés aux intérêts détenus :

— Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités : Au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2015 l'implication de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie dans des entités structurées non consolidées, est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie dans les tableaux ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016			
	Fonds de placement (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Actifs financiers disponibles à la vente	168 638	168 638		168 638
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	168 638	168 638	0	168 638
Instruments de capitaux propres				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction				0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Dettes				
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0
Engagements donnés				
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0
Total bilan des entités structurées non consolidées	19 204 614			

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Exposition au risque de crédit" et dans la note 3.2 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

(En milliers d'Euros)	31/12/2015			
	Fonds de placement (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Actifs financiers disponibles à la vente	272 734	272 734		272 734
Prêts et créances				
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	272 734	272 734	0	272 734
Instruments de capitaux propres				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction				0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Dettes				
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0
Engagements donnés				
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	0	0	0	0
Total bilan des entités structurées non consolidées	30 669 383			

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 "Exposition au risque de crédit" et dans la note 3.2 "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

Exposition maximale au risque de perte. — L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de *credit default swap* pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel

et au passif au notionnel minoré du *mark-to-market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

13. – Événements postérieurs au 31 décembre 2016.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie n'a pas constaté d'évolution postérieure au 31 décembre 2016 ayant un impact significatif sur les comptes.

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans les notes 1.3 et 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés, votre caisse régionale constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit et les risques inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle mis en place par la direction relatif aux risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des provisions et des dépréciations individuelles et collectives.

La note 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives aux actifs financiers disponibles à la vente. Nous avons examiné les évaluations retenues pour la valorisation de ces titres et, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à vérifier la correcte application des principes retenus par votre caisse régionale pour leur dépréciation.

Dans le cadre de l'arrêté des comptes, votre caisse régionale procède à des estimations comptables significatives portant notamment sur l'évaluation en juste valeur des instruments financiers. Nous avons examiné et testé les processus mis en place par la direction, les hypothèses retenues et les paramètres utilisés, et vérifié, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, que ces estimations comptables s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes retenus par votre caisse régionale.

Votre caisse régionale procède à d'autres estimations dans le cadre habituel de la préparation de ses comptes consolidés, comme exposé dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés, qui portent, notamment, sur les engagements en matière de retraite et d'indemnités de fin de carrière. Nos travaux ont consisté à examiner les méthodes et les hypothèses retenues, et à vérifier que les estimations comptables qui en résultent s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense et Toulouse, le 28 février 2017.

Les Commissaires aux Comptes :

KPMG S.A. :
Pascal BROUARD ;

ERNST & YOUNG et Autres :
Frank ASTOUX.

V. — Rapport de gestion.

En application du Règlement n°94-03 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la société : 15, Esplanade Brillaud de Laujardière 14050 CAEN CEDEX.